

**RAPPORT ANNUEL CONJOINT 2007**

**CAP - VERT**

**30.05.08**

## TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS

RESUME

1.	MISE A JOUR DE LA SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQUE AND SOCIALE .....	3
1.1.	Mise a jour de la situation politique .....	3
1.2.	Mise a jour de la situation economique.....	5
1.3.	Mise a jour de la situation de pauvrete et la situation sociale .....	8
2.	EXAMEN DE LA COOPERATION PASSEE ET EN COURS .....	10
3.	COHERENCE DES POLITIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT .....	17
4.	STRATEGIE UE-AFRIQUE .....	17
5.	COORDINATION DES BAILLEURS ET HARMONISATION .....	18
6.	DIALOGUE DANS LE PAYS AVEC LES ANE'S, LES AUTORITES LOCALES ET LES PARLEMENTS NATIONAUX .....	19
7.	CONCLUSIONS .....	20
	ANNEXES .....	21

## 1. MISE A JOUR DE LA SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIALE

Le Cap-Vert est un **pays insulaire et sahélien** dépourvu de ressources naturelles et dont le développement économique et social est freiné par des contraintes majeures comme la rareté de l'eau et de la terre arable, une sécheresse chronique, son insularité, sa pression démographique, sa petite économie, l'étroitesse de son marché domestique, la dépendance extérieure pour son approvisionnement énergétique et alimentaire et l'éloignement des principaux centres d'importation.

En dépit de ces handicaps structurels et facteurs de vulnérabilité, le pays a connu depuis son accession à l'indépendance en 1975 des **progrès soutenus et a affiché de bonnes performances de développement humain** (taux de scolarisation, espérance de vie...) et de croissance économique. Le Cap Vert est considéré comme un exemple de démocratie en Afrique. L'avènement du pluralisme politique y date depuis 1990, plusieurs alternances de partis au pouvoir se sont succédées sans heurts, la compétition politique reste pacifique. Les libertés fondamentales y sont reconnues, garanties par la loi, et respectées dans la pratique. La séparation des pouvoirs, et notamment l'indépendance de la justice, sont une réalité. La société civile est en affirmation croissante. Il est reconnu que le Cap Vert est un pays peu affecté par les phénomènes de corruption.

Néanmoins, la poursuite de ces progrès et le maintien même des niveaux atteints sont précaires. En effet, l'indice de vulnérabilité économique du Cap-Vert est toujours très élevé, la pauvreté et l'extrême pauvreté restent importantes, et le développement économique et social du pays reste très largement tributaire de la bonne utilisation des ressources transférées par la coopération internationale et par les Capverdiens expatriés, bien que l'apport des investissements extérieurs directs, en hausse constante, prends de plus en plus de place dans l'agrégation du PIB.

L'agenda politique en vue du développement du pays repose sur :

- une croissance entraînée largement par le développement du secteur privé (l'Etat agissant pour assurer un environnement favorisant l'entreprise économique : une régulation effective, l'offre de facteurs et de services et d'incitations adéquates à la production, un système financier solvable...) qui a permis au Cap Vert de quitter, à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 2008, la catégorie des « Pays les Moins Avancés » des Nations Unies;
- le secteur externe, par une insertion dynamique dans l'économie mondiale et son adhésion à l'OMC, en mettant l'accent sur la position géoéconomique du pays en matière de commerce externe et de services, sur le tourisme et sur les transferts des émigrés.

Parallèlement, le pays recherche une plus forte intégration avec l'Union européenne, à travers le développement du **Partenariat Spécial EU/Cap-Vert**, articulé autour de 6 piliers prioritaires (voir le 2.4 ci-après), adopté en novembre 2007, et qui, d'une façon compatible avec le cadre de l'Accord de Cotonou, vise à élever le niveau de la coopération au-delà du traditionnel paradigme donateur/bénéficiaire.

### 1.1 Situation politique

#### *Développements sur le plan institutionnel*

Suite à son indépendance vis-à-vis du Portugal le 5 juillet 1975, le Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Verde (PAIGC) a établi un système politique de parti unique. Celui-ci est devenu le Parti africain pour l'indépendance du Cap Vert (PAICV) après que le Cap Vert se soit séparé de la Guinée-Bissau en conséquence du coup d'état survenu en Guinée-Bissau en 1980. Suite aux pressions croissantes pour un régime de multipartisme, des élections pluripartites ont eu lieu pour la première fois en 1991. Le parti de l'opposition, le Mouvement pour la démocratie (MPD), a remporté les élections législatives et a formé un Gouvernement. A partir de 1990 le pays a adopté la voie de l'économie de marché. Une nouvelle et moderne Constitution a été adoptée en 1992. D'importantes initiatives politiques ont été lancées visant à favoriser la croissance et l'expansion du secteur privé, dont l'impact sur la pauvreté a été accompagné d'un changement dans les habitudes de consommation et introduit un niveau de confort dans certaines couches de la société. Toutefois, l'écart des revenus des familles tend à s'accroître.

La décentralisation de l'administration est un trait marquant croissant dans la gestion du pays sur les plans politique et du développement en général, et dont l'affirmation se poursuit avec vigueur.

Lors des élections législatives du 22 janvier 2006, le Parti africain pour l'Indépendance du Cap-Vert (PAICV) a obtenu 52,32 % des voix et 41 sièges et donc la majorité absolue, largement devant le premier parti de l'opposition le Mouvement pour la Démocratie (MPD, 28 sièges) et l'Union capverdienne indépendante et démocratique (UCID, 2 sièges).

En 2007 le Gouvernement a élaboré son "Agenda de Transformation" qui vise à accentuer les changements et les réformes structurelles nécessaires pour l'intégration du pays dans la globalité, initiées avec le plan national de développement de 1997-2000. "L'Agenda" se décline sur 4 piliers (compétitivité, capital humain, infrastructures, cohésion social) et mets l'accent sur la réforme de la machine de l'état, la bonne gouvernance et l'efficacité de la justice.

### ***Paix et fragilité***

Le régime politique au Cap Vert est démocratique et stable. Les élections passées ont été considérées par la communauté internationale comme libres et justes, une presse libre existe et la loi est respectée par l'État. La croissante fracture de la cohésion sociale due aux inégalités croissantes représente un point de fragilité qui se traduit par un risque accru d'insécurité.

L'État capverdien est normalement capable d'exercer ses fonctions, ses ressources financières très limitées étant la contrainte la plus déterminante. Le Cap Vert est en paix et il n'existe pas de contentieux avec les pays voisins. Mais les effets de la mondialisation et la dynamique du développement que le pays a connus ces dernières années, notamment au travers de l'expansion du tourisme, ont augmenté les facteurs de risque en matière de sécurité : le pays n'est plus à l'écart des circuits du crime organisé à l'échelle internationale (trafic de drogue, trafic d'êtres humains, blanchissement de capitaux); et, parallèlement, il est à enregistrer la montée d'une criminalité urbaine préoccupante principalement dans la capitale, à laquelle contribuent probablement les tensions sociales engendrées par l'inégalité croissante de l'accès aux richesses et par l'intensification d'une culture de la consommation. Il est important de remarquer également que les liens entre grande criminalité organisée au niveau international et petite ou moyenne délinquance urbaine sont de nature à se renforcer, la prolifération de la

délinquance locale fournissant au grand banditisme international un terreau favorable pour constituer et appuyer ses réseaux locaux.

La rapidité avec laquelle sont apparus ces problèmes nouveaux de sécurité n'a pas encore permis une réponse à la hauteur des exigences, et les problèmes de sécurité sont devenus ces dernières années un facteur majeur de préoccupation du Gouvernement et des citoyens. Le renforcement du système de sécurité publique fait partie des objectifs du Gouvernement. Il va de pair avec l'amélioration de l'efficacité du système judiciaire.

### ***Intégration régionale: CEDEAO***

Le Cap-Vert envisage de négocier et de définir avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) un traitement différencié qui serait conforme à ses spécificités dans le contexte régional, et conséquentes faiblesses et atouts, et de renforcer son insertion dans la sous-région sur la base de l'article 68 du Traité de la CEDEAO révisé.

Le Gouvernement est également en train d'examiner les conséquences de l'application du Protocole sur la libre circulation des personnes entre les Etats membres de la CEDEAO à la faveur duquel des milliers de ressortissants ouest-africains se sont installés illégalement dans l'archipel.

Concernant l'APE entre l'UE et la CEDEAO, le Cap Vert y est en principe favorable mais souhaite, avant de donner une position définitive, que les spécificités du pays soient pleinement tenues en compte dans les négociations en cours avec la CEDEAO et l'UEMOA.

## **1.2 Situation économique**

### ***Evolutions macro-économiques et réformes structurelles***

Le Cap Vert a connu un **rythme de croissance économique soutenu** durant les 5 dernières années (+ 5,7% en moyenne annuelle entre 2001 et 2005 selon la Banque Centrale, PIB aux prix du marché), prolongeant la tendance de la décennie précédente. Cette croissance a été surtout fondée sur le développement des services, et notamment des activités touristiques. La contribution apportée au PIB par **l'aide publique au développement reste importante**, mais elle est en constante diminution, ce qui constitue une préoccupation étant donné que malgré l'augmentation de son PIB le pays est très loin d'acquiescer une capacité endogène de financement de son développement.

La **forte augmentation de la formation brute de capital fixe**, tant à partir de l'investissement public qu'à partir de l'investissement privé national et étranger, est un signe encourageant pour l'avenir. Cette croissance économique est tirée à la fois par l'augmentation de la demande interne et par le développement des exportations de services. Le **développement de ces exportations de services**, principalement dans le domaine du tourisme international, ainsi que la capacité d'attirer les investissements extérieurs et les envois de fonds de la diaspora capverdienne émigrée, ont permis d'améliorer le solde de la balance des paiements, et de faire face à l'importante croissance des importations.

**L'équilibre de la balance des paiements**, et une gestion prudente des finances publiques, ont permis à la croissance économique de s'effectuer dans le cadre d'une **inflation très réduite** (inférieure à 1,5% par an en moyenne sur 5 ans, à l'exception de 2006 du à l'effet de la hausse du prix du pétrole), d'une remarquable stabilité monétaire. La dette publique extérieure,

exprimée en pourcentage du PIB, est restée sensiblement stable entre 1998 et 2005. Illustrant les résultats des efforts de stabilisation macro-économique du pays, la *Facilité pour la croissance et la réduction de la pauvreté* (FCRP) conclue pour 3 ans avec le FMI, qui s'est achevée en juillet 2005, a été suivie d'un accord de "*Policy Support Instrument (PSI)*". Ce programme de 3 ans vise à renforcer les conditions de durabilité de la croissance économique et de la stabilité financière du pays : augmentation des réserves de change, réduction de la dette publique, rationalisation des exemptions fiscales, choix de critères rigoureux pour hiérarchiser les priorités de dépenses publiques, et adoption d'un mécanisme approprié d'ajustement des tarifs de l'eau et de l'énergie, sont les principaux points forts de ce programme.

Toutefois, ce tableau encourageant ne doit pas cacher la persistance d'importants **facteurs de fragilité** :

- La **vulnérabilité aux variations de prix des hydrocarbures**, alliée à l'absence d'une politique claire de développement des énergies non renouvelables.
- Les **difficultés à développer les exportations de biens et à diversifier les exportations de services** en dehors de celles liées au tourisme, et la faible compétitivité des entreprises locales. Les exportations de marchandises ne couvrent guère qu'environ 4% des importations, et restent essentiellement composées de produits de la pêche.
- La croissance économique de ces dernières années ne s'est pas accompagnée de la réduction de la pauvreté espérée. Le fait que plus d'un tiers de la population reste à la limite du seuil de subsistance est un frein au développement d'un marché national déjà naturellement exigu.

### ***Structure des finances publiques***

Durant la période 2001-2005, le Budget de l'Etat porte sur des montants en croissance qui passent de 31,5% du PIB en 2001 à 33,6% en 2005 ; tandis que les recettes connaissent une croissance beaucoup plus rapide : 21,0% du PIB en 2001, 30,5% en 2005. La part des dons de l'extérieur dans les recettes connaît des fluctuations très irrégulières d'une année sur l'autre, mais se situe en moyenne durant ces 5 années à un niveau nettement inférieur à celui des années 1990.

La **forte expansion des recettes fiscales** est d'autant plus remarquable qu'elle s'accompagne d'une baisse des taxes douanières et autres impôts prélevés sur les transactions internationales, compensée par un accroissement du rendement de l'impôt sur le revenu et surtout par l'introduction de la TVA en 2004. Cependant, les recettes douanières représentent encore environ 20% des ressources de l'Etat hors aide publique extérieure, l'incidence d'un désarmement douanier non compensé et sans étalement sur les recettes budgétaires serait donc encore importante.

L'accroissement des recettes plus rapide que celui des dépenses a **permis de réduire le déficit budgétaire** : souvent supérieur à 10% du PIB dans les années 1990, il est revenu aux alentours de 3% du PIB (-3,9% en 2003, - 0,2% en 2004, -3,2% en 2005, -4,5% en 2006). Cette réduction du déficit budgétaire s'est toutefois accompagnée d'une **remontée de la dette intérieure** de l'Etat, principalement due à la multiplication des retards de paiement : 33,4% du PIB en 2006, alors qu'elle avait pu être réduite à 20% fin 1999 à la suite de différentes mesures d'apurement et d'une opération de compensation des dettes croisées. Le Gouvernement s'est engagé à faire revenir le montant de la dette intérieure aux alentours de 20% en 2009 à travers un plan de 3 ans d'apurement des arriérés. **L'encours de la dette**

**extérieure** représente actuellement un montant équivalant à 56% du PIB (contre 46% en 1998). L'objectif du gouvernement, en accord avec le FMI, est de réduire ce montant à 49% du PIB en 2009.

### ***Qualité de la gestion des finances publiques***

Le système de gestion des finances publiques a connu une évolution remarquable sur les cinq dernières années, notamment à travers la réalisation des plans d'action CFAA/CPAR et surtout de par une volonté réelle du Gouvernement de consolider l'efficacité, la fiabilité et la transparence du système auprès des bailleurs de fonds.

Des acquis notables ont été apportés dans les domaines suivants : (i) l'informatisation de la chaîne des dépenses et des opérations comptables à travers l'utilisation du système intégré de gestion budgétaire et financière (SIGOF), dont la mise en application progressive facilite le suivi de l'exécution budgétaire, de la situation de la trésorerie et du contrôle des engagements et des paiements, (ii) l'entrée en vigueur de la loi sur la comptabilité et l'actualisation du Plan National comptable, (iii) le renforcement des capacités de l'Inspection générale des finances ainsi que de la Cour des comptes, (iv) la résorption des retards dans la prestation des audits des comptes de l'Etat, (v) l'amélioration de la gestion de la dette publique, (vi) l'amélioration de la base de données des contribuables et l'attribution des numéros d'identification fiscale unique. Par ailleurs un code des marchés publics a été élaboré et la loi sur les marchés publics a été approuvée en février dernier, dotant le pays d'un cadre juridique unique pour toutes les acquisitions publiques.

Cependant, l'approbation non conclue de certaines lois clefs restent une préoccupation, car elles conditionnent la mise en œuvre des réformes. Il s'agit notamment, de la Loi cadre du Budget, la Loi du Plan, la Loi organique de la Cour des comptes, les décrets d'application de la Loi sur les marchés publics et ceux du nouveau règlement de la comptabilité publique, qui sont des lois souvent interconnectées. Par ailleurs, les organes de contrôle interne et externe ont encore besoin de renforcement en ressources humaines et matérielles pour pouvoir assumer pleinement les missions qui leur sont confiées.

L'année 2008 sera une année charnière car le plan d'action CFAA, qui était prévu pour 2004-2008, devrait faire l'objet d'une évaluation et, parallèlement, un PEFA sera également réalisé au cours de 2008. Les résultats de ces deux analyses contribueront à affiner, voire réorienter la stratégie à mener pour les prochaines années.

### ***Intégration dans l'économie mondiale et position du pays dans le cadre des négociations APE***

Tenant compte des spécificités du Cap Vert au sein de la sous région Afrique de l'Ouest, et notamment du contexte de son insularité, les autorités cap verdiennes ont estimé qu'il conviendrait d'analyser les avantages et inconvénients de conclure avec l'Union Européenne un accord de partenariat économique dans la cadre de la sous région ou d'analyser d'autres options. Le Cap Vert devrait donner sa position, qui serait en principe favorable à la première option au cas où les spécificités du pays soient pleinement tenues en compte dans les négociations avec la CEDEAO et l'UEMOA, ce qui pourra être vérifié lorsque ces négociations seront plus avancées.

### 1.3 Situation de la pauvreté et situation sociale

Les inégalités grandissantes dans la répartition des revenus de la population et la croissante fracture sociale requièrent des investissements accrus pour le développement et un ciblage plus efficace des ressources publiques vers les groupes plus vulnérables ; des besoins importants en financement doivent être consacrés à la mise en œuvre de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, et à l'amélioration des performances de l'administration publique notamment dans les secteurs sociaux.

Malgré les avancées observées dans les domaines sociaux qui se traduisent par l'amélioration continue des indicateurs de développement humain sur la période 1990-2002, le **taux de pauvreté a augmenté** de 30% en 1990 à 36,7% en 2002, selon l'enquête EDRF réalisée à cette date. Le taux des « très pauvres » est passé de 14% à 19,7% durant les mêmes années. L'augmentation de la pauvreté s'est accompagnée de l'**accroissement des inégalités** dans la distribution des revenus au sein de la population (entre ruraux et urbains, au sein des agglomérations urbaines avec des couches de "déclassés" et aussi entre les îles prospères où se concentrent les activités touristiques et celles demeurées à dominance agricole). Les femmes chef de ménage et leurs enfants sont les principales victimes de la pauvreté. L'aggravation de la pauvreté qui s'est produite dans un contexte de forte croissance réelle du PIB **montre qu'il faut de plus grands efforts et des moyens plus importants** pour renverser la tendance et permettre au Cap Vert de réduire de moitié la proportion de la population pauvre et très pauvre d'ici 2015 ou tout au moins dans des délais raisonnables.

La pauvreté est largement liée au sous-emploi et au chômage. Ces phénomènes n'ont pas pu être résorbés ni même significativement amoindris par la nature de la croissance opérée durant la période considérée : la création d'emplois dans les secteurs du tourisme, des transports et communications, des banques et des services divers, n'a pas été suffisante pour compenser l'importante croissance de la population d'âge actif, d'autant que, dans le même temps, le poids de l'agriculture qui occupe la plupart des pauvres, a diminué sensiblement, ce qui n'a pas aidé à améliorer la prévalence de la pauvreté dans les milieux ruraux.

Toutefois, la dernière enquête EDRF date de 2002. L'enquête QUIBB, réalisée en 2006, a permis de constater des améliorations sensibles de l'accès de la population aux services de base et à la possession de biens matériels. Mais aucune donnée nouvelle sur le pourcentage de population vivant en dessous du seuil de pauvreté n'est officiellement disponible depuis 2002. Il n'est donc pas possible de confirmer que la forte croissance récente du secteur des services, et notamment celle particulièrement spectaculaire des activités touristiques, a permis de modifier favorablement la situation. Le renforcement des capacités à réaliser ces enquêtes de façon régulière et dans des délais rapides est une exigence indispensable au suivi et à l'évaluation des progrès dans la mise en œuvre des différents instruments de la Lutte contre la Pauvreté (DECRP, PNLCP, et autres).

**Le cloisonnement territorial en îles** et les surcoûts inhérents en matière de transport sont aussi des facteurs d'inefficience dans l'entraînement des retombées de la croissance des îles prospères sur celles qui le sont moins. Un défi pour le Cap Vert sera de mettre davantage à l'œuvre le potentiel de complémentarités entre les îles par des politiques de transports moins onéreux tout en poursuivant le développement du secteur touristique dont les effets bénéfiques dans certaines îles sont déjà perceptibles. Les jeunes qui sont les plus nombreux au chômage doivent bénéficier d'une éducation plus poussée et des formations professionnelles

solides en vue de les rendre plus aptes à s'intégrer dans un marché du travail où les exigences de qualification sont devenues croissantes.

Le défi le plus important pour la concrétisation de l'objectif de réduction de la pauvreté extrême réside dans la **capacité du pays à assurer une croissance forte et accélérée de l'économie et d'assurer qu'elle touche l'ensemble du pays** et ait des effets d'entraînement dans toutes les îles et un impact effectif sur la réduction du taux de chômage des communautés les plus pauvres, avec une meilleure distribution des revenus.

Si le Cap Vert n'est plus, depuis l'indépendance, en proie aux famines récurrentes des périodes antérieures, il faut quand même constater que la malnutrition reste un problème encore préoccupant. Selon une étude de 2005 portant sur un échantillon de 4500 familles rurales, 22% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition (ce taux était de 21% en 1994). Le pays fait face à un déficit chronique très élevé de couverture de ses besoins de consommation de biens alimentaires et souffre d'une insécurité alimentaire récurrente, qui est une des caractéristiques de la vulnérabilité du pays. L'agriculture, très réduite (l'ensemble agriculture, forêt et pêche est de l'ordre de 6% du PIB) souffre de l'aridité du climat et de la limitation des sols arables et des ressources hydriques. La production agricole, en constante diminution relative, ne couvre pas les besoins alimentaires croissants de la population. Face au déficit agricole, l'Etat recourt aux importations de céréales qui sont financées à 70% par l'aide extérieure. Un nombre important de bailleurs a adopté la modalité de l'aide alimentaire en devises ou l'aide budgétaire avec un choix libre de produits alimentaires. La tendance à l'augmentation du prix des céréales dans le monde (et notamment du maïs et du riz, très consommés au Cap Vert) est une évolution préoccupante pour l'économie cap-verdienne et la sécurité alimentaire du pays.

La stratégie de lutte contre la pauvreté exprimée dans le DECRP (Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté, adopté en septembre 2004), repose sur l'hypothèse d'une corrélation étroite entre croissance économique et résorption de la pauvreté. Or, s'il est patent que la première est une condition nécessaire de la seconde, elle n'en est pas une condition suffisante. C'est pourquoi le DECRP mentionne que la stratégie de croissance économique doit s'accompagner:

- d'une politique volontariste d'amélioration de l'accès des couches les plus pauvres aux services sociaux de base (eau, assainissement, santé, éducation) ;
- de mesures de solidarité visant à étendre la protection sociale (assurance santé, retraites, soins aux handicapés...) aux couches les plus vulnérables ;
- de mesures visant à réduire les disparités régionales entre les différentes îles, jusqu'ici touchées de façon inégale par le développement en cours ;
- d'incitations visant à favoriser les activités économiques les plus créatrices d'emploi et à améliorer les revenus de l'agriculture, qui occupe encore un quart de la population active.

Les deux premiers points (l'accès aux services de base et l'extension de la protection sociale) font l'objet d'objectifs quantifiés dont la réalisation, mesurée par des indicateurs chiffrés, est suivie régulièrement par le gouvernement et ses partenaires, notamment dans le cadre du Mémoire d'Entente sur l'aide budgétaire. En ce qui concerne les deux derniers points: une réflexion plus approfondie semble nécessaire, sur les moyens de concrétiser la volonté de réduire les disparités régionales et d'orienter les investissements vers les activités susceptibles de créer des emplois en faveur des couches les plus démunies.

Les investissements du secteur privé s'orientent actuellement spontanément vers les secteurs des services, et notamment du tourisme et des activités connexes, ainsi que vers la construction civile. Ce sont là des activités en principe fortement créatrices d'emploi. Il serait cependant erroné de croire que ces emplois vont être pourvus par les actifs provenant des couches les plus défavorisées de la population, si ceux-ci ne disposent pas des qualifications requises. D'où l'importance de la mise en place d'un système de formation professionnelle adapté aux exigences du marché, c'est-à-dire correspondant à la fois à l'offre d'emplois et au niveau de connaissances de base des demandeurs.

Ce développement de la formation professionnelle est également une nécessité pour accroître la compétitivité des entreprises nationales et leur offrir des perspectives d'exportations (de services et de biens). La faiblesse de qualification de la main d'œuvre n'est pas le seul handicap que doit surmonter l'économie nationale pour maintenir et améliorer son taux de croissance : l'approvisionnement en énergie et en eau représente un goulet d'étranglement susceptible également de pénaliser les activités productives. C'est pourquoi ces deux secteurs doivent, plus encore que par le passé, faire l'objet d'investissements importants.

#### *Capacité de suivi et évaluation de la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale*

Les différentes missions conjointes d'évaluation de l'aide budgétaire (Joint Mission Budget Support Group) font part des difficultés à obtenir en temps voulu certaines informations statistiques nécessaires au suivi de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. A partir de 2007, les revues ont noté avec satisfaction des progrès enregistrés dans ce domaine, progrès qu'il importe de consolider. En outre, l'INE (Institut National des Statistiques), pour renforcer ses capacités de production statistique, a mis en œuvre un « Statistical Agenda » et a signé avec les Statistiques suédoises un accord permettant le financement d'un plan de formation 2006-2010.

## **2. EXAMEN DE LA COOPERATION PASSEE ET EN COURS**

En ce qui concerne le PIN, le taux d'engagements primaires s'élève à 86% des prévisions pour 2007. Les quatre propositions de financement transmises au siège ont été approuvées<sup>1</sup>. Ont également été approuvés en 2007, le COM STABEX (1.246.098 €) dans le domaine du développement rural, le projet Emploi et Formation professionnelle du PIR PALOP (4.7M€) pour lequel le Cap Vert est chef de file, ainsi que la proposition de financement financée sur la LB « CAS Producteurs ACP de Bananes » (0.5M €.)

Le faible taux de réalisation par rapport aux prévisions d'engagements secondaires pour 2007 qui s'élève à 55%, s'explique par le report des engagements des contrats de travaux et de surveillance concernant le programme d'eau et assainissement des villes de Praia, Calheta et Mindelo. A la demande des soumissionnaires le délai de remise des offres a été reporté à fin novembre 2007. La signature des contrats est prévue pour avril 2008.

Les paiements sur le PIN ont été légèrement supérieurs aux prévisions. Sur le Programme indicatif régional (projet PALOP inclus) le taux de réalisation a été de 148%. Le montant total dégagé (0.9M€) est resté en deçà de l'objectif fixé pour 2007 (1.9M€) avec un taux de réalisation de 47.2%.

---

<sup>1</sup> Il s'agit du Programme d'Appui aux Acteurs non étatiques, du Programme de gestion intégrée des déchets solides urbains, de l'avenant au Programme d'aide budgétaire et de la Facilité de Coopération Technique II.

➤ **Secteur infrastructure**

• **Construction de la route Janela - Porto Novo (8.ACP.CV.010 et 9 ACP CV 04)**

Route Janela - Porto Novo (29,36M€)	Engt Global	Engts Indiv.	Paiements
8 ACP CV 10	14,3M €	14,3M €	14,3M €.
9 ACP CV 04	5,5M€	4,0M€	2,8M€

Le projet de construction de la **route Janela - Porto Novo**, 22,7 km reliant la ville de Porto Novo aux localités des Concelhos de Ribeira Grande et de Paúl, en passant par la côte maritime à l'est de l'île a comme buts de réduire considérablement les distances de transport entre les populations du Nord-est et Porto Novo, bien que le trafic estimé ne soit dans l'immédiat que de 60 véhicules par jours, et d'ouvrir de nouvelles possibilités dans d'autres domaines de l'activité économique. Par ailleurs, ce projet a eu une dimension sociale significative due aux postes de travail que le projet a créé pendant des années. Cependant, cet impact aura été moins important que prévu au départ étant donné l'indisponibilité d'un nombre suffisant de paveurs, ce qui a amené à un changement de technique de construction en faveur du bitume, plus rapide mais à intensité de main d'œuvre moins élevée. Malgré les propriétés durables et sociales de l'utilisation des pavés, cette pratique se voit graduellement écarté comme option dans la construction. Le béton bitumineux a été régulé récemment par l'Etat en tant que revêtement par défaut sur toute nouvelle route.

Des problèmes géotechniques, d'expropriations et de sous-estimation des études de viabilité ont amené en août 2006 le montant global du projet de 14,3M€ à 29,36 M€, soit une augmentation de 173% du budget initial, introduit dans un avenant à la Convention de Financement (CF). Le contrat actualisé détermine la nouvelle date d'expiration au 25 octobre 2008. Pour finaliser les travaux un deuxième avenant aux marché de travaux est nécessaire pour un montant d'environ 6M€. Des contributions additionnelles du Luxembourg et de la coopération italienne et du Gouvernement du Cap Vert devraient permettre de mobiliser ce montant en vue de la conclusion du projet.

• **Programme d'eau et assainissement pour les villes de Mindelo, Praia et Calheta**

Eau et assainissement Mindelo, Praia et Calheta	Engt Global	Engts Indiv.	Paiements
9 ACP CV 05	19.2M €	0M €	0M €.

En 2007, le lancement du DAO a pris du retard du aux différents entre la capacité administrative du MITM (avec pouvoirs de maîtrise d'ouvrage délégués par l'ON) et la CE. Le comité d'évaluation du MITM a présenté ses rapports fin janvier 2008 et l'attribution des contrats des marchés de travaux devrait avoir lieu en avril 2008.

Une décision favorable a été prise concernant l'extension du mandat du cabinet AHT déjà attributaire de la surveillance à Praia et à Calheta pour réaliser également le contrat de supervision des travaux à Mindelo. Les travaux devraient commencer après le mois de Mai 2008.

- **Centres de Santé à Praia**

Centres de Santé à Praia	Engt Global	Engts Indiv.	Paiements
(8 ACP CV 9/7ACP CV 59)	3.6M€	3.2M €	1,7M €.

La construction des quatre centres de Santé prévus dans le projet avait été laissée inachevée par l'entreprise portugaise C/S-Construções S.A. et le 22 novembre 2004, l'ON avait notifié officiellement la résiliation du contrat. En 2007 il a été possible de réactiver le chantier avec des nouveaux contrats avec l'entreprise Engeobra qui a repris la construction des quatre centres. Entre temps, un 5<sup>ème</sup> centre de santé à Achadinha a été ajouté au programme et a commencé en Novembre 2006 avec l'entreprise Concave. En janvier 2008, les entreprises ont présenté des factures pour 100% de la valeur prévue pour la construction sous la CF. Le Centre de Santé d'Achada Santo Antonio est terminé tandis que les autres quatre centres seront finis vers mars ou avril 2008. Les coûts nécessaires pour compléter les centres de santé à partir de 2008 seront couverts par le Gouvernement y compris le marché de fourniture d'équipements médicaux, d'environ 400.000€.

- **Gestion de déchets solides urbains à Santiago**

<u>Gestion de Déchets solides urbains</u>	Engt Global	Engts Individuels	Paiements
<u>9 ACPCV8</u>	5.1 M €	0 M €	0 M €.

Le projet prévoit l'appui au Ministère des Infrastructures pour la constitution d'un système intégral de gestion des déchets solides pour l'île de Santiago, ainsi que la construction et la fourniture d'équipements pour le Centre de Traitement des Déchets, une assistance technique pour l'Autorité supra-municipale et des actions pilotes de recyclage. Les études de préparation du DAO et du Schéma Directeur sont en finalisation. La PF a été déjà signée au siège au début septembre 2007. Une cérémonie de signature télévisé de la CF par l'ON ainsi qu'un accord entre le ministre du MITM et le président de l'Association des Municipalités de Santiago représentant le compromis politique des municipalités impliquées a été réalisé le 20 mars 2008. Ceci implique un engagement dans la prise en charge des frais de fonctionnement du système et sa pérennité. Le dossier d'appel d'offres pour la réalisation du centre de traitement des déchets sera lancé à la fin du premier semestre 2008.

➤ **Economie/Secteurs sociaux**

- **Aide Budgétaire**

	Engt Global	Engts Individuels	Paiements
<b>9 ACPCV3</b>	14.2 M €	12.2 M €	8.4 M €

L'aide budgétaire n'était pas explicitement prévue dans le PIN du 9<sup>ème</sup> FED. Cependant, suite aux revues à mi-parcours et finale, des ressources additionnelles ont été affectées au PIN et mises en œuvre sous forme d'aides budgétaires. Ajoutées à un programme d'urgence issu de l'enveloppe B et décaissé en aide budgétaire, c'est finalement 33% du PIN qui a été engagé sous forme d'aide budgétaire, soit un montant total de 18.9 M€.

Le programme actuel, dont le montant initial de 12.5M€ a été porté à 14.2M€ suite à la revue finale, est décaissé sur 4 années budgétaires (2005-2008), avec pour chaque année (mise à

part la première) une tranche fixe et une tranche variable, dont le montant est déterminé par les indicateurs dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et des finances publiques. Cette aide macroéconomique s'inscrit dans la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté du Cap Vert, mise en place en 2004 (SCRPI), dont la suite est prévue en 2008 (SCRPII).

Les revues conjointes entre bailleurs d'aides budgétaires qui ont signé un *Memorandum of Understanding* en 2005 et le Gouvernement permettent, deux fois par an, de suivre l'évolution de la mise en œuvre de la SCRPI. La coordination et l'harmonisation des procédures entre les 6 bailleurs signataires (Banque mondiale, Commission européenne, Banque Africaine de Développement, Autriche, Pays-Bas et Espagne) est un processus en cours avec notamment l'élaboration d'une matrice de suivi commune. Ces missions ont permis de constater des avancées significatives et constantes en matière de réforme des finances publiques, un cadre macroéconomique sain, quelques préoccupations au niveau sectoriel notamment dans l'environnement, des faiblesses institutionnelles particulièrement au niveau du système de suivi/évaluation du PRSP et des besoins importants en renforcement des capacités institutionnelles. La revue conjointe de décembre 2007 a particulièrement attiré l'attention et manifesté sa préoccupation sur les délais dans le processus d'adoption de trois lois fondamentales: la Loi cadre du budget, la Loi de base du Plan ainsi que la Loi organique de la Cour des Comptes. Ces lois sont essentielles pour la mise en place du cadre légal et institutionnel permettant la concrétisation des réformes dans le domaine des finances publiques.

#### Principaux résultats/obstacles en 2007:

Le programme d'aide budgétaire de la CE a connu un important retard dans le décaissement des tranches prévues pour le budget 2006 pour des raisons liées aux retards cumulés de l'administration capverdienne qui n'a présenté les requêtes de décaissement qu'en mai 2007 et de l'administration de la CE qui n'a transmis les conclusions de son analyse des dossiers qu'en décembre 2007. La Commission a donné son accord pour déboursier 75% de la deuxième tranche variable (2.2M€) et la troisième tranche partie fixe (1.0M€), soit un montant total de 3.2 M€. Le paiement de la deuxième tranche fixe n'a pas été effectué, la conditionnalité sur l'adoption de la Loi de base du Plan n'ayant pas été remplie. Cette tranche pourra toutefois être libérée en fonction des avancées dans l'adoption de la loi.

L'enveloppe d'assistance technique a été utilisée à 73%, principalement pour deux missions d'appui institutionnel à la Cour des comptes. La première mission (mars-juillet 2007) a consisté à appuyer la régularisation des audits des comptes généraux de l'Etat en retard (2001-2005) en perfectionnant la méthodologie d'audit. La deuxième mission. (octobre-décembre 2007) visait la mise en place d'un système d'information permettant d'accompagner l'exécution budgétaire. Les deux missions permettront à la Cour des comptes de reprendre le cours normal de l'activité d'analyse à partir du premier trimestre 2008.

- **Sécurité Alimentaire**

<u>(au 31/12/2007)</u>	<b>Engt Global</b>	<b>Engts Individuels</b>	<b>Paiements</b>
FOOD/2003/005987	4.0 M €	4.0 M €	2.0 M €.

Depuis 1997, la CE ne donne plus d'aide alimentaire en produit au Cap Vert. En revanche, elle a mis en place en 1998 un vaste programme d'appui au secteur sous forme de deux aides budgétaires consécutives avec des montants significatifs de 16M€ (1998-2003) et de 4 M€

(2004-2007), ciblées sur des dépenses sectorielles. Ces aides budgétaires ont accompagné la restructuration du secteur de l'importation des produits alimentaires de base, jusqu'en 2004 par l'EMPA (entreprise d'Etat aujourd'hui liquidée), et la mise en place d'une agence nationale de la sécurité alimentaire chargée de la gestion des aides alimentaires. Les fonds de contrepartie ont permis la sécurisation des dépenses sociales pour les groupes vulnérables, ce qui s'est avéré particulièrement utile pour améliorer le programme de protection sociale qui est aujourd'hui considéré comme l'un des plus performants en Afrique.

#### Principaux résultats/obstacles en 2007

Le programme actuel connaît des difficultés en ce qui concerne le décaissement de la deuxième tranche qui aurait du avoir lieu en 2006. Aucune requête de décaissement n'est intervenue ni en 2006, ni en 2007. Il semble que la réalisation de certaines conditions préalables, notamment celle concernant le paiement à l'État par l'entreprise MOAVE du solde des comptes croisés dans le cadre d'un protocole d'accord (1995-2002) sur l'entreposage et commercialisation de l'aide alimentaire, et celle liée au libre accès des silos soit problématique.

### ➤ **PIR-PALOP II**

Le Cap Vert est chef de file sur 2 projets du PIR PALOP II.

- **PIR-PALOP: Consolidation des Capacités de l'Administration Publique (CCAP)**

<b>(au 31/12/2007)</b>	<b>Engt Global</b>	<b>Engts Individuels</b>	<b>Paiements</b>
8ACPMTR5/8ACPTPS126	4.8 M €	4.3 M €	3.3 M €.

Le projet CCAP a été initié en 2003, avec un montant de 6.3 M€, dont une participation du Gouvernement portugais de 1.2 M€. Il vise à renforcer les capacités des administrations locales et centrales des 5 pays PALOP par le biais de formations organisées à Praia dans divers domaines thématiques, ainsi qu'à développer des stratégies nationales de formation de l'administration. Le projet a un effet multiplicateur car les formateurs formés doivent à leur tour prêter un certain nombre de formation de retour dans leur pays. Le projet est en phase de croisière, fonctionne avec une UGP locale performante, et donne des résultats satisfaisants.

Toutefois le projet connaît des retards importants au niveau de la réalisation des activités qui ont trait notamment à la phase de répliation des actions de formation du programme dans les autres PALOP. À cela ont contribué le recrutement tardif (appels d'offres non fructueux) de l'assistant technique prévu pour accompagner cette phase, ainsi que l'approbation tardive des DP et la lenteur des décaissements.

- **PIR-PALOP : Emploi et Formation Professionnelle**

Suite à la répartition des reliquats du PIR PALOPII, un montant de 4.7 M€ a été attribué au Cap Vert pour la mise en œuvre d'un projet régional Emploi et Formation Professionnelle. Une étude d'identification complémentaire a été effectuée dans les PALOP en juillet 2007, suite à quoi la proposition de financement a été élaborée et approuvée en octobre.

#### ➤ **Développement rural /Société civile**

- **Stabex (1,2 M€) :**

Le Cadre d'Obligations Mutuelles COM 1993 – 95, a été signé par la Commission fin 2007. Le projet comprend l'aménagement du bassin hydrologique, la restauration environnementale

et la promotion touristique des valeurs culturelles traditionnelles. Suite aux activités de coordination avec des bailleurs de fonds comme le « Millenium Challenge Account », le COM a été signé par les autorités capverdiennes au début de 2008. Les premières activités sont prévues pour le deuxième semestre de 2008. Ce projet est la dernière opération STABEX au Cap Vert.

- **CAS Bananas 2007 (0,5 M€) :**

<b><u>(au 31/12/2007)</u></b>	<b>Engt Global</b>	<b>Engts Individuels</b>	<b>Paiements</b>
<u>CAS Bananas</u>	1.5 M €	0.8 M €	0.4 M €.

L'allocation spéciale « Bananes » prévoit un montant annuel de 0.5M€ pour des actions d'appui à la modernisation et à la diversification du secteur agricole. La Convention de Financement de l'Allocation Bananes 2007, a été signée par la Commission fin 2007. Le projet comprend des études préparatoires pour l'aménagement durable des bassins hydrologiques de l'Île de Brava et l'exécution du projet pilote de Cadastre foncier sur l'Île de Fogo. Le COM a été signé par les autorités capverdiennes au début de 2008. Les premières activités sont prévues pour le deuxième semestre de 2008.

- **PRS II**

<b><u>(au 31/12/2007)</u></b>	<b>Engt Global</b>	<b>Engts Individuels</b>	<b>Paiements</b>
<u>8ACPCV014/8ACPROC42</u>	2.5 M €	1.8 M €	1.2M €.

Le Programme Régional Solaire est mis en œuvre dans les pays du Sahel et comprend la construction de forages et le pompage d'eau pour l'approvisionnement humain avec énergie photovoltaïque. Cette deuxième phase prévoit des actions dans les îles de Santiago et São Nicolãu. Le contrat de fourniture des équipements photovoltaïques et hydrauliques a été signé. Les contrats pour la réalisation de trois forages et petits ouvrages hydrauliques sont en préparation. Le projet sera finalisé fin 2008.

- ***Coordination et Coopération Technique du FED***

- **Assistance technique su Services de l'ordonnateur national (0,8M€)**

Les Services de l'ON disposent d'un Devis Programme pour son fonctionnement et pour un Assistance technique expatrié, qui depuis son arrivée en 2006 a contribué à l'amélioration des services de l'ON. **Facilité de Coopération Technique II (1.2 M€)**

La Convention de Financement pour la FCT II a été signée par toutes les parties au début du deuxième semestre de 2007. Certaines actions de coopération comme le Devis programme pour le fonctionnement du SON FED sont déjà initiées. D'autres actions comme l'appui technique au ministère de l'Economie et actions ponctuelles de mise en œuvre du partenariat spécial sont en préparation.

- **Facilité de Coopération Technique I (3.4 M€)**

La période de contractualisation des actions a été finalisée fin septembre 2007. Les actions qui incluent des études de préparation de dossiers, assistance techniques sectorielles etc. sont en cours.

- **Facilités « Eau »**

Le Cap Vert a été bénéficiaire d'un projet issu de la proposition Facilité Eau de 2005.

Le projet 9ACPRPR39-20 - Approvisionnement Eau et Éco-assainissement pour l'Île de Maio, pour un montant de 708.594 € présenté par l'ONG Institut Marques Val Flor, a été retenu pour financement. Sa mise en œuvre a commencé au mois d'août 2006. Un appel d'offres pour la fourniture des installations de désalinisation d'eau a été lancé et est actuellement au stade d'installation des équipements. D'autres actions de sensibilisation et de promotion d'assainissement écologique sont déjà en train d'être réalisées.

- **Facilité « Energies »**

Le projet 9ACPRPR139-13, projet national d'énergies renouvelables pour fournir de l'électricité à des communautés isolées dans l'Île de Santo Antão, pour un montant de 1.1 € et soumis par l'ONG Agua de Ponta Preta a été retenu. Le contrat a été signé et le début des activités est prévu pour mars 2008.

➤ **Lignes Budgétaires Cofinancement ONG**

- **Cofinancement ONG-Projets et Cofinancement ONG-donations globales**

<b><u>(au 31/12/2007)</u></b>	<b>Engt Global</b>	<b>Engts Individuels</b>	<b>Paiements</b>
<u>Co-finan ONG</u>	4.2 M €	4.2 M €	1.3 M €.

Ces lignes budgétaires appuient le partenariat des ONGs Européennes et Capverdiennes. Il y a sept projets mis en œuvre dans le cadre de ces lignes au Cap Vert, un pour l'année 2005, six pour 2006 et une pour 2007. Les organisations Européennes sont de nationalité portugaise et française et travaillent dans les domaines du développement rural (ESSOR et Atelier Mar), et (ACEP et OADISA) à Santo Antão, la promotion de l'éducation pour les jeunes (DIA et CIC), le développement des institutions locales (IMVF et la Municipalité nouvellement créée à Fogo), l'urbanisme dans les quartiers urbains les plus atteints par la pauvreté à Praia et Sal (Africa 70), et l'appui aux petites organisations locales dans toutes les Îles (IMVF).

➤ **Appui aux A. N. E. : Renforcement des Capacités de la Société Civile**

<b><u>(au 31/12/2007)</u></b>	<b>Engt Global</b>	<b>Engts Individuels</b>	<b>Paiements</b>
<u>9ACPCV6</u>	1.2 M €	0.3 M €	0 M €.

Après un long processus de programmation initié en 2005 (FIP élaborée en juillet 2005, proposition de financement soumise en janvier 2006), la Convention de Financement a été signée en avril 2007. La mise en œuvre du projet a été initiée au début de 2008, avec la signature des contrats de subvention avec les organisations des acteurs non étatiques. Le projet prévoit un appui à quatre associations organisatrices de la société civile : la Plateforme des ONGs Capverdiennes, l'Association des Municipalités et deux organisations de défense du consommateur. Il a également été prévu une assistance technique et légale pour la

modernisation/adaptation des réglementations relatives à l'action de la société civile au Cap Vert.

### 2.3. COHERENCE DES POLITIQUES

Relativement aux 12 domaines politiques de la CE (commerce, environnement, changement climatique, sécurité. Agriculture, pêche, dimension sociale de la mondialisation, emploi et travail décent, migration, recherche, société informatique, transport et énergie), certains sont traités dans le cadre des projets du 9<sup>ème</sup> FED comme l'agriculture (STABEX), l'énergie (facilité Energie), l'environnement (traitement des déchets solides), l'emploi (projet PALOP), la pêche (accord CE) et le commerce (Assistance Technique au Ministère de l'économie pour appuyer l'entrée du Cap Vert dans l'OMC). D'autres le seront dans le cadre des interventions du 10<sup>ème</sup> FED, tels que la migration, la sécurité, la cohésion sociale, le commerce.

### 2.4 STRATEGIE CONJOINTE UE-AFRIQUE

Les objectifs de la Stratégies Conjointe UE/Afrique se retrouvent globalement dans ceux poursuivis par le **Partenariat Spécial UE/Cap-Vert** adopté par le Conseil de l'UE le 19 novembre 2007. Un plan d'action pour le Partenariat Spécial a été développé en coopération avec le gouvernement du Cap Vert et les différents services de la Commission. Les thèmes prioritaires retenus dans le plan d'action sont les suivants:

**Bonne gouvernance** : le programme sera basé sur des politiques de gouvernance poursuivies par le gouvernement et portera, entre autres, sur la liste des engagements annexés au document de stratégie pays. Dans ce cadre, une attention particulière sera accordée, entre autres, à la consolidation et à l'approfondissement de la démocratie, de l'État de droit et de la participation de la société civile à la vie politique du pays. Le renforcement du dialogue politique et de la coopération, notamment en matière de démocratie et des droits de l'homme, sera poursuivi.

**Sécurité/stabilité** : ce pilier comprendra principalement les volets suivants: la sécurité et la lutte contre la criminalité organisée transnationale (coopération dans la lutte contre le terrorisme, la traite des êtres humains et le trafic de migrants, les trafics illégaux de drogue, d'armes, le blanchiment d'argent) en tenant compte du respect des droits de l'homme; la gestion efficace des flux migratoires, y compris l'amélioration de la contribution de la diaspora capverdienne au développement du pays (transferts des migrants), et la lutte contre les flux illégaux ; la sécurité maritime.

**Intégration régionale** : (i) au niveau des RUP, l'intégration de l'espace de la Macaronésie. Il convient ainsi d'encourager toutes les mesures visant à intensifier les relations entre les RUP et le Cap Vert dans tous les domaines couverts par le plan d'action; (ii) au niveau de l'Afrique de l'Ouest, cette dimension revêt deux aspects : l'examen, conjointement avec la Commission de la CEDEAO, des possibilités de prise en compte des spécificités du Cap Vert dans le cadre de l'Accord de partenariat économique (APE), et dans la mesure du possible, la prise en compte effective du Cap Vert dans l'utilisation des ressources des programmes indicatifs régionaux (PIR) du FED au titre de l'Afrique de l'Ouest.

**Convergence technique et normative** : convergence de politiques en matière technique et normative dans les secteurs couverts par le plan d'action, afin de faciliter le rapprochement

avec les standards de l'UE et de soutenir les avantages comparatifs du Cap Vert en vue de son développement.

**Société de la connaissance** : favoriser le cheminement du pays vers la «société de la connaissance». Priorité sera accordée au développement économique, social et culturel par la voie notamment de l'éducation, de la recherche, et de l'appropriation/développement de l'outil informatique et misant sur la valorisation de ses ressources humaines et sur ses atouts intangibles tels que sa position géoéconomique.

**Lutte contre la pauvreté et développement** : cette composante contribuera notamment à réaliser les programmes du gouvernement du Cap Vert dans le cadre de son document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR II). Les activités de lutte contre la pauvreté comprendront la dimension protection de l'environnement, la protection des ressources naturelles, la préservation de l'environnement marin, y compris la lutte contre la pollution des océans. Une coopération renforcée au bénéfice de la politique nationale de la pêche, et notamment contre la pêche illégale, non réglementée et non déclarée, contribuera à la gestion durable des ressources halieutiques et préservera les ressources dans l'intérêt de la population locale dépendante de la pêche. Les Objectifs du Développement du Millénaire sont couverts directement ou indirectement par la plupart des projets et plus particulièrement par l'aide budgétaire générale qui est focalisée sur les secteurs de la santé, l'éducation et la protection sociale.

## 5. COORDINATION DES BAILLEURS ET HARMONISATION

### *Coordination avec d'autres acteurs, y compris les Etats Membres*

- Le Groupe d'appui à la transition (GAT) a réuni deux fois à Praia les ambassadeurs et chefs de mission accrédités au Cap Vert, en vue d'amener la coopération à continuer son appui au Cap Vert au delà de la période de transition. Une déclaration du Gouvernement et des membres du GAT a été signée le 12 juin 2007 en vue de suivre la sortie du Cap Vert du groupe des Pays les moins avancés.
- Sous la présidence de la France, le Groupe de Dublin s'est réuni deux fois pendant la période de reportage. L'essentiel des conclusions de 2006 ont été validées.
- Revue conjointe : la coordination entre les 6 donateurs d'aide budgétaire se construit et se renforce à chaque mission. Cependant, force est de constater que les missions servent principalement à chaque donateur à rassembler l'information nécessaire à l'évaluation de son propre programme, mais ce n'est que dans une moindre mesure qu'elles permettent d'établir un dialogue politique avec les autorités, plus particulièrement sur la mise en œuvre et l'impact de la Stratégie de réduction de la pauvreté. Il est nécessaire au moment où l'on élabore le DSCR II, et où la CE s'engage sur un nouveau programme budgétaire, de pouvoir renforcer ce dialogue en vue d'avoir un impact sur la très nette détérioration des conditions de vie d'une certaine couche de la population et d'endiguer l'approfondissement de la pauvreté au Cap Vert tout en poursuivant les efforts de croissance. Les discussions concernant l'introduction d'un PEFA au Cap Vert ont été initiées avec la Ministre des finances lors de la revue conjointe de décembre 2007 et la délégation est chef de file pour lancer la mise en œuvre de l'exercice sur le premier semestre 2008.

- L'étude concernant la mise en place d'un Cadre intégré au Cap Vert a été lancée et la délégation a été proposée comme facilitateur conjointement avec l'ambassade du Brésil.
- Les réunions de coordination des donateurs ont été organisées par les Nations Unies quasi mensuellement avec un bon taux de participation.
- Le code de conduite de l'UE sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement a été présenté par la Délégation à la réunion mensuelle de coordination des bailleurs. Le texte a également été transmis aux autorités et agences intéressées. Il a fait l'objet d'une réunion spécifique de débat par les Chefs de mission des EM et de la Délégation. Ils ont chargé les chefs de coopération des Missions de l'UE à Praia de formuler des recommandations en ce qui concerne la mise en œuvre du Code.
- La coordination entre l'ON (et le SON) et la Délégation est faite, de façon quotidienne, selon les besoins, via des réunions de travail et d'autres contacts personnels, par courrier et téléphoniques. A l'occasion des visites au Cap-Vert des responsables du siège ou de la Délégation à Dakar, des réunions ad-hoc sont organisées entre le SON-FED et la Délégation. Pour ce qui est du suivi de l'aide budgétaire, les rencontres avec l'ON et le groupe des donateurs se fait de façon systématique deux fois par an.

## **6. DIALOGUE DANS LE PAYS AVEC L'ON ET LES ANE, LES AUTORITES LOCALES ET LES PARLEMENTS NATIONAUX**

La Délégation, à travers la communication sociale, a expliqué à plusieurs reprises l'essentiel des actions de coopération en cours pendant l'année 2007. Une attention particulière a été portée à l'exposition des nouveautés de la programmation du Xème FED.

A la demande de la Plateforme des ONG et d'autres ANE, la Délégation a organisé des briefings sur les avancées de la coopération et la prise en compte des vues des ANE. A titre d'exemple, le Directeur Général du Développement de la CE, M. Stefano Manservigi, lors de sa visite au Cap-Vert, a rencontré la plateforme des ONG le 8 juin 2007, où il a fait une présentation générale sur les orientations prévues pour la programmation du cycle 2008-20013.

Dans le cadre de l'appui aux mécanismes participatifs de la société civile au Cap Vert, prévu dans le PIN du 9ème FED, le processus l'identification et de formulation des activités prioritaires et des stratégies d'intervention a fourni l'opportunité d'un dialogue productif entre la Délégation, les organisations bénéficiaires et l'ON.

La Délégation a traité un nombre important de demandes d'information reçues des nombreux publics différents, tel que des associations communautaires, des syndicats, des associations professionnelles et des particuliers.

Le Parlement cap-verdien a pris l'initiative d'organiser des forum sur les relations du Cap Vert avec l'Union Européenne notamment dans la perspective d'un accord de partenariat économique (APE), et auxquels la Délégation a participé.

## 7. CONCLUSIONS

En 2007, la coopération entre l'UE et le Cap-Vert s'est efforcée de rattraper des retards importants cumulés entre 2005 et 2006. Le rétablissement partiel des moyens humains de l'ON, ainsi qu'un effort permanent de programmation entre le SON FED et la Délégation ont permis des avancées. On notera avec satisfaction que l'ensemble des enveloppes du 9<sup>ème</sup> FED a pu être engagé, bien que le statut de délégation régionalisée rallonge les délais des procédures.

Pour ce qui est de l'aide budgétaire à la lutte contre la pauvreté et les réformes structurelles il y a encore du travail à accomplir en particulier dans le domaine de la clarification des données statistiques.

En ce qui concerne l'exercice de programmation pour le 10<sup>ème</sup> FED, les échanges entre l'Administration capverdienne et la Délégation ont permis d'accomplir le texte de base. Les apports des représentants de la société civile et des EM et leurs agences représentées sur place ont été pris en considération. On retiendra que les deux secteurs prioritaires du PIN (l'appui à la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté; l'appui à la mise en œuvre du Partenariat Spécial) se voient affecter 86 % du total disponible. Pour ce qui est des modalités d'exécution, le recours à l'aide budgétaire se fera pour le premier de ces secteurs (64% du PIN), le deuxième pouvant être exécuté par l'aide budgétaire et par l'approche projets.

L'année 2007 a été celle de l'instauration d'un saut qualitatif dans les relations de coopération entre l'UE et le Cap-Vert avec l'adoption du Partenariat Spécial et son Plan d'Action. Le PS devrait permettre d'apporter à la coopération des domaines nouveaux, en syntonie avec la volonté exprimée par les autorités capverdiennes et européennes.

## ANNEXES

### a) Annexes générales

Annexe 1 - Indicateurs clés de performance macro-économique

Annexe 2 - indicateurs clés des ODM

Annexe 3 - Le profil de Gouvernance et le Plan d'action du 10ème FED

### b) Annexes sur la situation financière

Annexe 4 - Le 9ème FED et les FED précédents à la clôture de l'année financière 2007

Annexe 5 - La concentration par secteur des ressources engagées sur le 9ème FED

Annexe 6 - Les projets régionaux

Annexe 7 - L'utilisation de l'appui budgétaire général

Annexe 8 - Les lignes budgétaires

### c) Annexes à caractère prospectif:

Annexe 9 - Le calendrier indicatif des déboursements du 9ème FED et des FED précédents (à partir de 2008 et suivant)

Annexe 10 - Engagements programmés du FED en 2008 y compris les activités liées au Partenariats Afrique-UE et les Actions Prioritaires.

### d) Annexes sur l'efficacité de l'aide

Annexe 11 - le questionnaire de l'EAMR sur l'efficacité de l'aide

Annexe 12 - les matrices des bailleurs sur l'aide actuelle et future

**ANNEXE 1****INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

	2003	2004	2005	2006	2007 proj	2008 Proj.	2009 Proj.
<b>Basic data</b>							
1 Population (in 1000)	460	468	475	483	491	499	508
- annual change in %				1.8			
2a Nominal GDP (in millions €)	720.9	735.5	808.9	942.2	1047.4	1182.6	1146.5
2b GDP per capita (in US dollar)	1.774	1.979	2.100				
2c - annual change in %	2.8	2.5	4.6	8.8	5.0	5.7	5.4
3 Real GDP (annual change in %)	4.7	4.4	6.5	10.8	6.9	7.7	7.4
4 Gross fixed capital formation (in % of GDP)	35.8	31.0	36.7	37.8	43.2	47.6	52.4
<b>International transactions</b>							
5 Exports of goods and services (annual % change)	6.1	5.2	23.9	35.0	13.8	18.8	15.5
- of which tourism ... (annual % change)			17.8	82.5	37.5	30.4	22.8
6 Trade balance (in % of GDP)			-37.7	-39.1	-47.4	-50.2	-61.7
7 Current account balance, excluding official transfers (in % of GDP)	-11.1	-14.4	-8.0	-14.3	-14.2	-16.2	-18.2
8 Net inflows of foreign direct investment (in % of GDP)			3.5	2.1	3.4	4.0	4.4
9 External debt (in % of GDP)			53.7	48.0	45.0	40.0	42.8
10 Service of external debt (in % of exports of goods and non-factor services)	10.5	11.3	8.6	5.7	5.0	4.5	4.3
11 Foreign exchange reserves (in months of imports of goods and non-factor services)	1.7	2.4	3.4	3.6	4.2	4.3	4.4
<b>Government</b>							
12 Revenues (in % of GDP)	22.0	23.1	23.7	24.3	24.1	23.8	24.1
- of which: grants (in % of GDP)	5.5	9.0	6.3	5.6	6.7	4.9	6.0
13 Expenditure (in % of GDP)	31.1	35.9	36.4	34.9	33.8	32.3	33.1
- of which: capital expenditure (in % of GDP)							
14a Deficit (in % of GDP) including grants	-3.5	-3.8	-6.3	-5.0	-3.0	-3.5	-3.0
14b Deficit (in % of GDP) excluding grants	-9.1	-12.7	-12.7	-10.6	-9.7	-8.5	-9.0
15 Debt (in % of GDP)	86.7	88.3	87.1	77.3	66.4	59.6	50.1
- of which: external (in % of total public debt)	57.5	54.0	53.8	48.0	43.5	40.2	37.2
<b>Other</b>							
16 Consumer price inflation (annual average change in %)	1.2	-1.9	0.4	5.9	4.9	4.0	1.7
17 Interest rate (for money, annual rate in %)							
18 Exchange rate (annual average of national currency per 1 €)	110.265	110.265	110.265	110.265	110.265	110.265	110.265
19 Unemployment (in % of labour force, ILO definition)	18						
20 Employment in agriculture (in % of total employment)	23						

**Data source(s):**

- Institut National des Statistiques : 1, 19, 20
- FMI : autres

**ANNEXE 2**

**INDICATEURS DES OBECTIFS DE DEVELOPPEMENT  
DU MILLENIUM**

<b>Indicator</b>	<b>1990</b>	<b>2000</b>	<b>2002</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2013</b>	<b>2015</b>
<b>IMPACT</b>											
<a href="#">1. Proportion of population living on less than USD 1 per day[1]</a>	----	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Percentage of poor and very poor	-	-	37	-	-	-	-	-	-	-	-
- Incidence of absolute poverty	32	-	21	-	-	-	-	-	-	-	16
2. Prevalence of underweight children (under-five years of age)	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-
3. Under-five mortality rate (per 1.000)	69	32.6	-	-	-	28	-	-	-	-	-
<b>OUTPUT</b>											
4. Net enrolment ratio in primary education	71.5	-	-	-	-	95.1	-	-	-	-	100
5. Primary Completion Rate Cohorts (90-98), (96-04), (01-09)	52	76	82	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Ratio of girls to boys in:											
- primary education	0.96	0.96	0.97	-	0.93	-	-	-	-	-	-
- secondary education	1.04	1.02	1.02	-	-	1.13	-	-	-	-	-
- tertiary education	-	1.26	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Proportion of births attended by skilled medical personnel	44.7 (94)	54 (98)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8. Proportion of one-year-old children immunised against measles	-	69.6	72.0	-	-	76	-	-	-	-	-
9. HIV prevalence among 15- to 24-year-old pregnant women	0.5	0	1.1	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Proportion of population with sustainable access to an improved water source	42	70	-	-	82	85	-	-	-	-	91

[\[1\] Indicator 1 may be replaced by an equivalent indicator based on national poverty thresholds, in which case a comment will be needed to permit consistent interpretation of data over time.](#)

# ANNEXE 6 - Governance Profile

## CAP-VERT

### I. POLITICAL/ DEMOCRATIC GOVERNANCE (VOICE AND ACCOUNTABILITY FOR WBI)

#### A. Human Rights

Does the government have any particular problem to sign, ratify or transpose to domestic law human rights related global/regional conventions <sup>1</sup> ? If so, why? Please provide comments on implementation of human rights ratified conventions.	Le Cap-Vert a ratifié les traités internationaux concernant les droits de l'Homme. Pas de problèmes significatifs concernant la mise en œuvre des conventions sur les droits de l'Homme.
Has the government signed and ratified the statute of the International Criminal Court? Has it signed bilateral immunity agreements with third countries (USA)?	Concernant le Tribunal International Pénal, le Cap-Vert a signé le Statut de Rome en décembre 2000 mais ne l'a pas encore ratifié ; le processus de ratification est en cours, des retards ont eu lieu en vue d'apporter les modifications nécessaires à la Constitution.
If death penalty has not been abolished, under which circumstances and grounds it is applied (military, sharia courts..)?	La peine de mort n'a jamais existé au Cap-Vert
Do the watchdog public institutions (Ombudsman, Human Rights Commission), in case they exist, have problems in exercising effective power?	La Commission Nationale pour les Droits de l'Homme et la Citoyenneté (CNDHC) fut créée le 11 octobre 2004 par Décret n° 38/04 et a succédé au Comité National des Droits de l'Homme qui existait depuis 1999. Pas de problèmes significatifs d'exercice des pouvoirs.
Is the principle of non discrimination based on sex, race, colour, language, religion, political or other opinion, national or social origin foreseen by the law and effectively guaranteed? If not what are the main problems?	Les discriminations mentionnées sont interdites par la Constitution et par les lois du pays. Dans la culture et les pratiques locales il n'y a pas de discriminations de race, sexe, religion, opinion politique, etc.
Are minorities' and indigenous peoples' political and cultural rights effectively protected? What are the main controversial issues (land rights, political rights,..)?	Oui Pas de thèmes controverses.
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	

#### B. Fundamental Freedoms

Are the following fundamental freedoms recognised and effectively exercised by citizens (what are mains restrictions and problems if not respected)	Les droits de circulation des citoyens nationaux sont garantis ainsi que les droits d'asile ; l'exercice de ces droits est effectif.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<sup>1</sup> **Global instruments:** The Universal Declaration of Human Rights (1948), the International Covenant on Civil and Political Rights (1966), and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (1966), plus a number of specific conventions, such as the International Convention on the Elimination of Racial Discrimination (1965), the Convention on the Elimination of Discrimination Against Women (1979), the Convention Against Torture (1984), and the Convention on the Rights of the Child (1989). **Regional instruments: African countries:** African Charter on Human and Peoples Rights (1990), Grand Bay (Mauritius) Declaration and Plan of Action for the Promotion and Protection of Human Rights (1999), African Charter on the Rights and Welfare of the Child (1990), African Platform on the Right to Education (1999), OAU Refugee Convention (1969), Protocol on the Rights of Women in Africa (2003). **Caribbean countries** (to be completed), **Pacific countries** (to be completed)

## Governance Profile

- freedom of movement, including entering and leaving the country	
- the freedom of thought, conscience and religion	Les libertés d'expression de pensée et de religion sont consacrées.
- freedom of expression	La liberté d'expression est garantie par la Constitution et par la Loi.
- freedom of information (are there restrictions to international media and to access to internet?)	Il n'existe pas de restriction d'ordre légal à l'accès aux sources d'informations étrangères.
- freedom of assembly and association (including meetings held by political opposition, demonstrations). Is the regulatory environment conducive for civil society organisations, professional associations, trade unions, political parties to operate	Le droit de réunion ainsi que le droit d'association sont garantis par la loi et par la Constitution. - La réalisation de manifestations dépend uniquement du dépôt d'une information et de l'autorisation préalable de l'entité compétente, qui est normalement concédée.
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	

### C. Electoral Process

Were the last Presidential, parliamentary and/or local electoral processes considered free and fair by EU and/or other international bodies? If not, what are the main obstacles? Please refer to the following elements to assess the electoral process.	Les élections présidentielles et parlementaires en 2006 ont été jugées transparentes et équitables. Des contestations sur un certain nombre de votes, notamment ceux de l'étranger, ont émergé, mais elles ont été déboutées.
- specific problems that undermine the independence, impartiality and credibility of the authority in charge of supervising the electoral processes	Pas de problèmes majeurs identifiés.
- electoral census and the voters' registration system	Afin de ne plus avoir de contestations au niveau de la constitution des listes électorales (inscription des électeurs notamment à l'étranger), une réforme du code électoral a été mise en place.
- specific problems that undermine the principle of equal campaigning opportunities (equal access for all contesting parties to the state-controlled media, availability of published and broadcast media in all constituencies, transparency of financing of political groups / candidates)	La presse et la radio offrent une large tribune à tous les partis politiques. La télévision nationale est relativement neutre.
- existence of mechanisms for checking and validating election results	Oui
- possibility to use recourse procedures	Oui
- possibility of requesting an authorised international election observation	Oui mais ce n'est pas nécessaire.
- possibility for local observers (from independent NGOs or political parties) to operate	Oui
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	-

### D) Principles of constitutional democracy

Does the Constitution contain the principle of the separation of powers?	Oui, la Constitution consacre le principe de séparation de pouvoirs
--------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------

## Governance Profile

<p>How does Parliament exercise its main powers? (legislative functions, power to decide the national Budget, oversight of the executive/government's action and capacity to dismiss the executive)</p>	<p>L'Assemblée nationale détient une compétence législative propre en diverses matières, qui peut être exclusive, relativement réservée ou concurrentielle avec le Gouvernement.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- compétence législative exclusive de l'Assemblée national en matières concernant les restrictions des droits fondamentaux, à l'organisation et fonctionnement des tribunaux et ministère public ainsi que les statut des magistrats judiciaires et du ministère public, partis politiques et statut de l'opposition, élections, bases de budget d'Etat, bases du système fiscal.</li> <li>- compétence législative relativement réservée (peut concéder une autorisation législative au Gouvernement) notamment en matière de droits, libertés et garanties; état et capacité des personnes, droit de la famille et des successions; définition de crimes, peines et mesures de sécurité et présuppositions respectives, ainsi que le procédure criminelle; régime général de punition d'infractions disciplinaires, ainsi que d'actes illicites de simple mise en ordre sociale et du processus respectif; responsabilité civile de l'Etat; droit syndical et droit à la grève; régime général des forces de sécurité; garanties de plaisante et contentieux des administrés; régime général de réquisition et expropriation pour utilité publique; régime général de la communication sociale et bases d'organisation du service public de la radio et télévision; régime de privatisation d'entreprises et biens du secteur public.</li> <li>- L'Assemblée nationale vote le budget général de l'Etat.</li> <li>- Les conditions de démission du Gouvernement sont fixées dans la Constitution. Le Président de la République peut décider de la démission du Gouvernement si une motion de censure est approuvée, après consultation des partis représentés à l'Assemblée nationale et du Conseil de la république</li> </ul>
<p>Are there any political parties or similar structures? If not, what are the main obstacles for their formation and functioning?</p>	<p>Système multipartisme, il existe deux principaux partis politiques et quelques formations marginales</p>
<p>How the political parties ensure political pluralism? (their capability of being representative, their budget, ...)</p>	<p>Les partis politiques peuvent opérer librement et il existe un financement prévu par la loi</p>
<p>Is the security system, including law enforcement institutions such as police, armed forces, paramilitary forces, etc, under democratic control and oversight by Parliament and civilian authorities? If not, what are the main obstacles?</p>	<p>Oui</p>
<p><i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i></p>	<p>-</p>

### II. POLITICAL GOVERNANCE/RULE OF LAW: JUDICIAL AND LAW ENFORCEMENT SYSTEM

<p>What type of judicial systems (modern, religious, traditional,...) coexist in the country? What is their respective jurisdiction?</p>	<p>Le système judiciaire est de type moderne et la justice est indépendante du pouvoir politique</p>
<p>Do procedures of nomination, removal, sanctions and promotion ensure the</p>	<p>Oui.</p>

## Governance Profile

independence of judges?	
Is the current system conducive to a performing judicial system (appropriate salary, training, transparent disciplinary regulations, trained judges, equipped courts)?	Le système judiciaire est en voie de modernisation : progrès remarquables réalisés dans la formation, augmentation du nombre de juges et de tribunaux, informatisation des moyens de fonctionnement
Does the judicial system guarantee the right of every citizen to a fair trial? The following elements could be taken into consideration: - Is the access to justice reasonably ensured (including its geographical coverage) and judicial decision taken in a reasonable time? - Is the system for appeal deemed effective?	Oui, l'accès à la justice et au droit est garanti dans sa composante information juridique, consultation juridique, patronage et assistance judiciaire. On note l'existence de tribunaux dans toutes les îles. Des mécanismes alternatifs de résolutions de conflits ont été introduits, comme les "Maisons de Droits", espaces qui garantissent aux populations les plus vulnérables, des consultations et informations juridiques ainsi que les médiations et assistance aux victimes de violence domestiques.
In the exercise of its functions, does the law enforcement system (police, judges, penitentiary system) guarantee security of citizens and respect of law, while respecting human rights? Are penalties proportional to crimes? Do prison conditions respect human dignity?	Oui, en général, les tribunaux et les forces de sécurité respectent dans leur action, les droits des citoyens. Le système pénitencier connaît quelques difficultés dues à la surcharge. On note ponctuellement des violences policières.
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	Lenteur des procédures judiciaires

# Governance Profile

## III. CONTROL OF CORRUPTION

<p>What are the sectors in which cases of corruption are reported? What kind of corruption is it? (ie :customs, public procurement, revenue collection.. ?)</p>	<p>Il n'y a pas de corruption organisée mais des cas isolés et ponctuels sont relevés. Cependant, l'aggravation des trafics illégaux est un facteur de risque pour l'augmentation de la corruption dans le pays.</p>
<p>Does the country have an appropriated legal framework enabling to fight against corruption ? (ie Do national law criminalise active and passive corruption to/by a public official, Is an anti-corruption commission or other similar institution in place,..?)</p>	<p>Le code pénal, récemment approuvé et entré en vigueur, prend en compte, directement et indirectement, la majorité des conduites liées à la corruption active et passive. En 2005, une loi de responsabilité du titulaire de la fonction publique a été approuvée et a introduit l'ordonnance juridico-pénale interne, directement ou indirectement, la criminalisation de la majorité des conduites liées à la corruption - <i>péculation, corruption active et passive</i> - et en 2005 la loi de responsabilité des titulaires de fonction publique a été approuvée. Le Cap-Vert a signé la Convention contre la corruption qui est actuellement en cours de ratification.</p>
<p>Is the national legal framework implemented ?  Are the institutions adequately financed to fulfil their mandate?</p>	<p>Les institutions nationales (Tribunal des comptes, Inspection générale des finances) sont renforcées, notamment avec la coopération française, avec des formations spécifiques sur le contrôle des comptes et le blanchiment d'argent. Les douanes bénéficient également de formation pour la lutte contre les trafics illégaux. Une collaboration avec l'ONUDC a démarré pour mettre en place des actions de lutte contre la drogue.</p> <p>Les financements ne sont que partiellement assurés. Il manque des ressources financières, humaines et de formation.</p>
<p>What is the position of the country towards international law regarding the fight against corruption (UN conventions, Financial Action Task Force<sup>2</sup>)?</p>	<p>Le Cap-Vert a signé la Convention de Mérida des N.U.</p>
<p>Is the country contributing to FATF-GAFI (Financial Action Task Force / Groupe d'action financière)? Is the country implementing FATF/GAFI recommendations on money laundering and terrorism financing<sup>3</sup>? Through which regional mechanisms<sup>4</sup>?</p>	<p>Le Cap-Vert a ratifié les instruments internationaux pour la suppression du financement du terrorisme (3/04/2002), les conventions des Nations Unies sur le trafic illicite des stupéfiants (08/89 et 03/94) et un accord de coopération entre Gouvernements CPLP pour la lutte contre la production et le trafic de drogue devrait être bientôt ratifié. Les résolutions et lois relatives ont été publiées.</p> <p>La Convention internationale contre la corruption n'est pas encore ratifiée, mais le processus est en cours. Il y a cependant une loi nationale contre le blanchiment d'argent et un groupe d'action mis en place pour les investigations financières (GAFI).</p> <p>En ce qui concerne le blanchiment d'argent, le projet de l'ONUDC qui a démarré en 2006 (CAV DIMLOC) vise à réduire les pratiques de corruption par le renforcement de la justice et</p>

<sup>2</sup> FATF 40 recommendations on money laundering  
[http://www.fatf-gafi.org/document/23/0,2340,fr\\_32250379\\_32236920\\_34920215\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.fatf-gafi.org/document/23/0,2340,fr_32250379_32236920_34920215_1_1_1_1,00.html)  
 FATF 9 special recommendations fighting terrorism financing  
[http://www.fatf-gafi.org/document/51/0,2340,fr\\_32250379\\_32236920\\_35280947\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.fatf-gafi.org/document/51/0,2340,fr_32250379_32236920_35280947_1_1_1_1,00.html)

## Governance Profile

	la mises à disposition des instruments législatifs appropriés aux institutions concernées.
Does the country have a strategy or reforms addressing the main weaknesses identified here above? Are theses strategies / reforms integrated in the poverty reduction strategy ?	La gouvernance financière (lutte contre la corruption, le blanchiment, les trafics illégaux) et la sécurité font partie des priorités de la Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté.
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	-

---

<sup>3</sup> FATF 40 recommendations on money laundering  
[http://www.fatf-gafi.org/document/23/0,2340,fr\\_32250379\\_32236920\\_34920215\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.fatf-gafi.org/document/23/0,2340,fr_32250379_32236920_34920215_1_1_1_1,00.html)  
 FATF 9 special recommendations fighting terroirms financing  
[http://www.fatf-gafi.org/document/51/0,2340,fr\\_32250379\\_32236920\\_35280947\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.fatf-gafi.org/document/51/0,2340,fr_32250379_32236920_35280947_1_1_1_1,00.html)

<sup>4</sup> Such as Groupe d'action financière des Caraïbes GAFIC, [Groupe anti-blanchiment de l'Afrique orientale et australe GABAOA](#)<sup>4</sup>, Groupe Inter-gouvernemental d'Action contre le Blanchiment en Afrique –de l'Ouest- GIABA<sup>4</sup>, [Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment de capitaux GAP](#)<sup>4</sup>

# Governance Profile

## IV. GOVERNMENT EFFECTIVENESS

### A. Institutional capacity

<p>What are the main obstacles for public institutions (ministries, central bank, tender authority, audit) to exercise their power in an effective manner? The following elements could be taken into consideration:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- is their mandate clearly defined?</li> <li>- do they dispose of qualified staff and adequate budgetary resources?</li> <li>- is there an effective coordination between the central and local level government?</li> <li>- is the national and local administration able to formulate and implement policy initiatives?</li> <li>- are they able to manage external aid?</li> <li>- do they have the capacity to respond effectively to natural disasters?</li> </ul>	<p>Une réforme d'envergure de l'administration financière de l'Etat est menée depuis 1998 de manière interne tout d'abord, puis avec l'appui des bailleurs de fonds qui s'est renforcé à partir de 2004, notamment par la mise à disposition d'assistances techniques visant le renforcement des capacités institutionnelles, suite au diagnostic et aux faiblesses identifiées au travers des CFAA, CPAR et des revues des dépenses publiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La définition claire des missions des différents services des ministères est une des faiblesses de l'administration. Les mesures d'appui notamment au Ministère des finances sont prévues dans le cadre du plan d'action CFAA .</li> <li>- la répartition du personnel est inégale et certains services sont sous-équipés en personnel, qui, par ailleurs, est très mobile.</li> <li>- oui, bien qu'elle soit faible</li> <li>- oui</li> <li>- le taux d'absorption des fonds est faible - manque de ressources humaines et insuffisante coordination interne</li> <li>- oui, les services de la protection civile ont été renforcés</li> </ul>
<p>If a decentralisation process is ongoing, Are the relevant competencies devolved to local authorities? Are appropriate resources (staff and budget) secured through allocations in the State's budget or through their own revenues?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- processus en cours.</li> <li>- oui</li> <li>- les deux</li> </ul>
<p><i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i></p>	<p><i>Bien que de niveau relativement élevé, les capacités institutionnelles souffrent d'un manque de personnel à certains services cruciaux (tel qu'au Ministère des Finances) ce qui freine la gestion des Finances publiques</i></p>

### B. Public Finance Management (PFM)

<p>Is there an up-to-date assessment of PFM in the country?</p>	<p>Le diagnostic du CFAA date de 2002. Une analyse PEFA sera réalisée en juin 2008.</p>
<p>Describe if there are problems with:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- the realism of the budget document?</li> <li>- the execution of the budget?</li> <li>- the comprehensiveness and the transparency of the budget ?</li> <li>- internal controls?</li> <li>- external scrutiny and audit?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non</li> <li>- Non</li> <li>- Le contrôle interne a été renforcé en 2005 et les moyens de fonctionnement ont été alloués à l'IGT et au Tribunal de comptes</li> </ul>
<p>Is there a reform programme to improve the quality of PFM? - <u>If not</u>, is one being drafted? - <u>If yes</u>, Is there evidence of the authorities' commitment to its</p>	<p>Oui, en cours depuis 1998 et plus intensément depuis 2004 avec la mise en œuvre des plans d'action élaborés à partir des diagnostics issus des CFAA, CPAR et revues des dépenses publiques.</p>

## Governance Profile

implementation	- Les autorités et plus particulièrement le Ministère des Finances sont fortement engagés dans la réforme des finances publiques
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	Le contrôle des comptes de l'Etat a connu de gros délais (3 ou 4 ans), mais ces retards ont été rattrapés et le cours normal est rétabli. Les faiblesses ont été constatées au niveau du contrôle interne et externe qui est insuffisant, cependant un net renforcement de ces structures a été amorcé;

# Governance Profile

## V. ECONOMIC GOVERNANCE (REGULATORY CAPACITY FOR WBI)

### A. Private sector/market friendly policies

Is the business climate attractive for private sector investment in particular taking into account - The time and cost to start/end a company	Le cadre général est plutôt positif ; des progrès importants ont été obtenus dans les dernières années et les flux d'investissements étrangers et nationaux (de la diaspora notamment) se sont nettement accrus. L'amélioration du climat d'investissement est une des grandes priorités de la Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté. Les coûts directs (obtention de licences) pour installer une entreprise sont abordables. Des délais longs peuvent parfois engendrer des coûts indirects.
-The level of access to capital market ; Inadequate bank supervision	Du fait du niveau élevé du taux d'intérêt, l'emprunt est peu attractif
-The customs regulations and the application of the rule	Niveau raisonnable
-The property regime	Des faiblesses dans la codification cadastrale amènent parfois des problèmes au niveau des actes notariaux, plus particulièrement au niveau décentralisé des municipalités.
-The labor regulations	Très contraignant et lourd pour les entreprises.
-The unofficial payment for firms to get things done	Faible, très peu de corruption au Cap Vert.
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	<i>Les principaux problèmes existants sont au niveau de la lenteur de l'administration qui est coûteuse et bureaucratifiée, le service notarial est faible, le service de registre de propriété est également faible</i>

### B. Management of natural resources

Has the country adhered to the EITI (Extractive Industries Transparency Initiative)? If not, what are the problems regarding the adhesion? Has the country encountered any problems in the implementation of the EITI (programme, activities, creation of a EITI specific department)?	Sans objet
In case the country is concerned by the illicit production and trade of "conflict diamonds", is the Government involved in and cooperative with the Kimberly Process Certification System (KPCS)? Has it put in place the appropriate controls to eliminate the presence of conflict diamonds in the chain of producing and exporting rough diamonds?	Sans objet
FLEGT (Forest Law Enforcement, Governance and Trade) Is the country affected by illegal logging and the trade in illegally-harvested timber? If yes, what steps has the government taken to strengthen forest sector governance, and address underlying causes of illegal logging? Has there been dialogue between the government and the Commission concerning the EU FLEGT Action Plan, and is the country a potential	Sans objet

## Governance Profile

candidate for a partnership under the FLEGT Action Plan?	
Does the country implement the FAO Code of Conduct for Responsible Fisheries (CCRF)?	<p>Au Cap-Vert, le cadre juridique pour le secteur de la pêche <b>n'est pas actualisé</b> et le secteur est insuffisamment réglementé. Deux initiatives sont à disposition pour aborder la politique sectorielle, qui toutes deux sont essentiellement complètes mais manquent d'approbations finales, (i) un document de stratégie de pêche a été récemment élaboré avec l'aide de la FAO dans le cadre de la stratégie nationale pour le secteur agricole, (ii) un plan de gestion des ressources (Plano de Gestão de Recursos da Pesca) expose des mesures relatives à l'exploitation durable.</p> <p>Au niveau international, le Cap-Vert est une partie contractante aux conventions internationales les plus compétentes et aux accords régionaux dans le secteur de la pêche, tel que la Commission Sous-régionale des Pêches (PRSC) qui vise à faciliter l'harmonisation des politiques concernant la conservation et l'exploitation des ressources halieutiques et la coopération entre les pays.</p>

# Governance Profile

## VI. INTERNAL AND EXTERNAL SECURITY (POLITICAL STABILITY AND ABSENCE OF VIOLENCE FOR WBI)

### A. Internal stability/conflict

What kind of internal ethnic/regional conflict can be identified? Please specify its causes and the ongoing conflict resolution process, if any.	Il n'existe pas de conflits ethniques au Cap Vert
Can signs of civil unrest be detected? If yes, which sectors of society are affected?	Non
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	-

### B. External threats and global security

Is the country respecting international/regional agreements related to Antipersonnel Landmines, Explosive Remnants of War and illicit trafficking and spread of Small Arms and Light Weapons	Oui
Does the country respect international law and its regional obligations in managing external conflicts? Is the country involved/affected by any external conflict?	Oui, le pays respecte le droit international Non
Is the country contributing positively (troop contributions to PK by UN) to the maintenance of peace in the world, continent, region?	Non
Is the country involved actively in peace mediations?	Oui, le Cap-Vert a pris part à la médiation en Guinée-Bissau.
Is the country committed to implement UN Security Council Resolution 1373 (2001) and UN Convention on Terrorism? Does the country have the institutional capacity/legislation to contribute to the fight against terrorism?	Oui. Oui
Does the country comply with and implement international norms and convention against the proliferation of weapons of mass destruction and their means of delivery?	Oui
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	<p>Le Cap-Vert a accueilli en juin-juillet 2006, les manoeuvres de l'opération « Steadfast jaguar » de l'OTAN. Malgré un niveau de sécurité interne et externe tout à fait remarquable (surtout en comparaison avec le reste de l'Afrique de l'Ouest, la sécurité interne est menacée par l'aggravation des trafics illégaux (drogue, migration clandestines, blanchissement d'argent etc) qui ont fait monter la criminalité et l'insécurité dans la population. Le Gouvernement a pris des mesures pour renforcer l'action de la police, notamment en mettant récemment en place une brigade de police spéciale pour la délinquance. Il faudra renforcer le secteur de la sécurité pour faire face aux trafics illégaux (drogues, trafics de personnes etc.) qui affectent le pays et contribuer au développement d'un partenariat spécial entre la Cap Vert et l'UE.</p> <p>Le Cap Vert n'est pas un pays producteur ou consommateur significatif de narcotiques, mais est une route de transit pour les narcotiques particulièrement la cocaïne, transportés</p>

## Governance Profile

par voie maritime et aérienne à partir de l'Amérique de Sud vers l'Europe et l'Amérique du Nord. L'utilisation croissante du Cap Vert comme point de "trans-shipment" pour la cocaïne en provenance des côtes atlantiques de l'Amérique du Sud vers l'Europe a été confirmée par le nombre de grandes saisies effectuées récemment au Cap Vert et aux destinations finales de ces cargaisons illicites.

Le Cap Vert a ratifié les trois Conventions internationales sur le contrôle de la drogue et actualisé sa législation pour le contrôle de la drogue avec l'aide de l'ONUDC. La loi contre le blanchiment de l'argent a été adoptée en 2002. En juillet 2004, le Cap Vert a ratifié la Convention des NU sur le crime organisé trans-national et ses protocoles sur le trafic de personnes et la contrebande de migrants.

Conscient des conséquences dues à la criminalité croissante et non contrôlée, le Gouvernement du Cap Vert a choisi la prévention et la répression de crimes de grande envergure, spécialement le trafic de narcotiques, comme l'un des éléments compétitifs du Pays pour attirer les investissements étrangers et soutenir l'équilibre et un développement socio-économique sain du Pays.

Dans la même voie, le Gouvernement du Cap Vert a approuvé la structure du Programme Stratégic de l'ONUDC et décidé d'attribuer 5,264,700 USD au programme Cap Vert / ONUDC (Programme CAVE INTERCRIN)

Le Cap Vert a plusieurs entités légales actives pour la lutte contre les drogues et crimes organisés : le Ministère Public, la Police Judiciaire, la Police Nationale (y compris la Police de l'Ordre Publique, la Garde Fiscale et la Police Maritime) les Douanes et la Garde Côtière. Ces agences rencontrent plusieurs contraintes dans leur travail comme :

- Manque de ressources financières pour investir dans la sécurité;
- Manque dans la collection systématique de données et de recherches, surveillance entravée de la situation et réponses rapides aux nouveaux phénomènes;
- Capacités de mobilité et de communication insuffisantes, entravant un patrouillement efficace du territoire et une réaction rapide aux alarmes;
- Capacités d'intelligence et d'analyses insuffisantes limitant les complexes opérations contre les trafics et les opérations de coopération avec les homologues étrangers;
- Manque de capacités légales adéquates;
- Structures législative et administrative non actualisées concernant les nouveaux défis posés par les réseaux de crime international;

## Governance Profile

- Connaissance spécialisée insuffisante et capacité opérationnelle pour l'investigation et poursuites des crimes financiers.

L'intégration du Cap Vert dans le programme de lutte contre les drogues et crimes organisés est une priorité pour le Cap Vert qui est un pays particulièrement vulnérable pour combattre les drogues et les crimes trans-national organisés en vue de stabiliser les résultats macro-économiques pour consolider la bonne gouvernance, promouvoir les conditions nécessaires au développement soutenu et équilibré du Pays et maintenir une société de paix.

# Governance Profile

## VII. SOCIAL GOVERNANCE

<p>Does the government have any particular problem to sign, ratify or transpose to domestic law the eight fundamental ILO Conventions<sup>5</sup> ? If so, why? Please provide comments on implementation of ILO ratified conventions, in particular on children</p>	<p>La législation concernant les droits de l'enfance est très avancée et comporte un vrai cadre de protection notamment contre les mauvais traitements.</p> <p>Les conventions sur la liberté d'association et de négociations collectives (98), sur l'élimination du travail forcé (29 et 105) et sur l'élimination de la discrimination dans le travail (111) ont été ratifiées le 3/04/79. En ce qui concerne l'abolition du travail infantile, la convention 182 a été ratifiée le 23/10/01, tandis que la convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant a été ratifiée le 24/03/92.</p>
<p>Does the country have a National Strategic Plan to enable it to respond to the challenges of HIV/AIDS e.g.; a national Coordination Committee etc.?</p>	<p>Oui. L'action du gouvernement peut être considérée comme efficace.</p>
<p>Where national strategies and structures exist to respond to the challenges of HIV/AIDS, how far is there the political will and the commitment of domestic resources to ensure that they are effective?</p>	<p>Oui, les stratégies et structures nationales permettent ainsi d'assurer une bonne exécution de ces actions chargées d'apporter la réponse à la lutte contre le Sida.</p>
<p>Does the government have any particular problem to sign, ratify or transpose to domestic law the most important international conventions and declarations on gender equality?<sup>6</sup> If so, why? Please provide comments on implementation</p>	<p>La convention sur l'élimination des discriminations envers les femmes a été ratifiée le 5/12/80, et les plans d'action du Caire et de Pékin sont mises en œuvre.</p>
<p>Has the country put in place strategies and structures to respond to the challenges of gender equality, e.g. a national strategic plan, a coordination committee or the like?</p>	<p>Le Cap-Vert a adopté de nombreuses stratégies destinées à améliorer les conditions de vie des femmes ainsi que leurs statuts. L'institut de la Condition Féminine a aussi été créé à cette fin.</p>
<p><i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i></p>	<p>En général, au Cap Vert il n'y a pas des problèmes majeurs concernant genre et enfants</p>

<sup>5</sup> Conventions on freedom of association and collective bargaining (conventions 97, 98) , on elimination of forced and compulsory labour (conventions 29, 105), on elimination of discrimination in respect of employment (Conventions 100, 111), on abolition of child labour (Conventions 138, 182)

<sup>6</sup> Convention on all forms of discrimination against women (CEDAW, 1979), the Cairo Programme of Action (1994), the Beijing Platform for Action (1995)

# Governance Profile

## VIII. INTERNATIONAL AND REGIONAL CONTEXT

### A. Regional integration

Niveau de mise en oeuvre des obligations nationales vis-à-vis de l'agenda d'intégration économique relatif, principalement, à la création d'une zone de libre échange ou une union douanière.	Le Cap-Vert envisage de négocier et de définir avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) un traitement différencié qui serait conforme à ses spécificités dans le contexte régional, et de renforcer son insertion dans la sous-région sur la base de l'article 68 du Traité de la CEDEAO révisé.
Niveau d'application des programmes ou plans d'action régionaux des autres politiques régionales (politiques des transports, facilitation du commerce, ... ; ) qui font partie de « l'acquis communautaire/régional »	Dans le même sens, le Cap Vert ne participe pas à l'agenda de la CEDEAO de création d'une deuxième zone monétaire et reste peu impliqué dans l'ensemble des politiques régionales de la CEDEAO.
Niveau d'engagement dans les institutions régionales, notamment respect des obligations financières du pays, et respect des décisions juridiques des organes juridictionnels régionaux.	Faible implication dans le processus décisionnel de la CEDEAO ; le Cap Vert ne contribue pas au mécanisme de financement de la CEDEAO
Cohérence et compatibilité technique et juridique de la position du pays vis-à-vis des différents agendas régionaux auxquels il participe et niveau d'engagement dans le processus de rationalisation des RECs.	Le Cap Vert n'est pas concerné par la rationalisation des RECs car il n'appartient qu'un seul processus d'intégration régionale.
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	<i>Si le Cap Vert évalue encore son positionnement en Afrique de l'Ouest, le Cap-Vert met en avant sa spécificité (micro-état insulaire, faible capacité exportatrice, déficit commercial structurel, principaux partenaires commerciaux européens, vulnérabilité agricole) pour explorer la possibilité d'un partenariat spécial avec l'Europe, en particulier à travers une stratégie de grand voisinage avec les Régions Ultrapéripériques de l'UE.</i>

### B. Involvement in regional initiatives on governance and peer review mechanisms (such as APRM)

Is the country actively participating in regional initiatives on governance ?	- Non
Has the country acceded to the Africa Peer Review (APR) process?	- Non
Is the country being reviewed or has it been reviewed?	- Non
Is APR programme of action integrated in the PRS, in the MTEF, etc	- Non
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	

### C. Migration

Has the country been invited to deepen the dialogue with the EU on the broad agenda of migration related issues contained in art. 13 Cotonou ? If yes, has it responded positively? Have interlocutors been identified? Has an agenda for dialogue been proposed / agreed? Is there an open debate and	Le Cap-Vert voit la question de la migration comme un facteur essentiel au développement de l'humanité. La gestion adéquate des migrations internationales a des effets positifs tant pour les pays d'origine que ceux de destination. Si, à première vue, les causes ont été l'aspect économique, la situation aujourd'hui en est que les guerres et la pauvreté y découlant sont les
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## Governance Profile

<p>good cooperation on the implementation of the readmission obligation?</p>	<p>raisons plus directement liées aux vagues modernes de migration intra et intercontinentales. L'approche capverdienne doit être d'éviter les situations inhumaines en ce qui concerne tout le processus, y inclus le renvoi, être plus attentif aux intérêts nationaux, à ses contraintes et à sa grande vulnérabilité.</p> <p>La libre circulation de personnes est un facteur primordial des politiques d'intégration régionale mais a été envisagé comme un facteur négatif quand on lie ses effets avec la capacité limitée de prise en charge dont le pays dispose.</p>
<p>In case where development aspects of migration have been identified as an important issue (e.g. brain drain / return of qualified nationals, remittances, relation with diaspora), does the country show willingness to address them in the programming dialogue? Does the country pursue a pro-active approach in this policy field? What steps have been taken in this context?</p>	<p>Le Cap-Vert envisage favorablement toutes les mesures tendant à régler la migration légale. Le Cap-Vert va dialoguer avec les pays africains voisins dans le but d'entraver les ondes de migrations à l'origine, allant jusqu'à, si nécessaire, au point de suspension unilatéral des clauses de libre circulation de la CEDEAO ou de l'abandon du programme d'intégration sous-régionale, étant donné que l'on ne perçoit de la part des ses partenaires aucunes capacités de contrôle de la sortie massive et précaire de leurs citoyens.</p>
<p>In case where refugee aspects of migration have been identified as an important issue (either as a host country or as a country of origin), does the country show willingness to address the position of refugees in the programming dialogue? Does the country, when appropriate, cooperate on initiatives to enhance domestic or regional protection capacity? Does the country pursue a pro-active approach in this policy field? What steps have been taken in this context?</p>	<p>Le Cap-Vert collaborera avec les autorités policières de tous les pays engagés dans l'identification et le renvoi des nationaux dans leur pays d'origine et se compromet à appuyer bilatéralement les accords qui facilitent la réglementation des flux migratoires.</p>
<p>In case where illegal migration, smuggling and/or trafficking of human beings have been identified as an important issue, does the country show willingness to address these issues in the programming dialogue? Does the country pursue a pro-active approach in this policy field? What steps have been taken in this context?</p>	<p>En ce qui concerne le combat aux migrations irrégulières, le Cap-Vert s'engagera dans un échange régulier d'informations au niveau régional et interrégional de façon à ce que soit combattu les réseaux de trafic de personnes et d'individus y impliqués et dans le crime organisé.</p> <p>Le Cap-Vert appuiera les mécanismes de coopération en matière de patrouillement aérien et maritime dans le cadre d'actions conjointes avec d'autres partenaires qui peuvent se montrer disposés.</p> <p>Le Cap-Vert appuiera les mesures ayant trait au renvoi volontaire et assisté de ses nationaux qui décident librement de retourner, étant encadrés dans des programmes spécifiques pour leur intégration dans le cadre du développement du pays.</p>
<p><i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i></p>	<p>Les autorités capverdiennes envisagent la possibilité d'extension de l'application du Programme de La Haie, encadré par l'Agence FRONTEX, pour éviter les tragédies en mer méditerranée, ainsi que les migrations illégales.</p> <p>Le Cap-Vert est favorable à la possibilité de l'établissement de patrouilles côtières conjointes le long du littoral occidental africain.</p> <p>En général le Cap Vert est engagé à renforcer son cadre sécuritaire, surtout en ce qui concerne la lutte aux trafics illégaux (drogue et migration clandestine), ce qui bénéficierait directement l'UE, qui est la destination finale de ces trafics.</p>

## Governance Profile

	<p><b>PLAN DE GOUVERNANCE : ENGAGEMENT POSSIBLE DU GOUVERNEMENT ?</b></p> <p>Le contexte régional doit être vu aussi en fonction de l'intention fortement soutenue par le gouvernement du CV et, en général, par la population, de renforcer les relations et le liens entre le CV et l'UE (Partenariat spécial), à partir de certains secteurs prioritaires tels que la gouvernance/sécurité (lutte aux trafics illégaux, y compris migrations), l'intégration avec les Régions Ultra-périphériques (RUPs) de l'UE (Canaries, Azores, Madeira), l'environnement, les télécommunications, etc.</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

# Governance Profile

## IX. QUALITY OF PARTNERSHIP

### A. Political dialogue

Are there agreed terms of reference, joint agendas and established calendar for article 8?	Non; le dialogue politique entre CV et EU est très bon mais il n'est pas structuré selon l'art. 8 de la Convention de Cotonou
Would you qualify it as open and constructive? If not, what are the main difficulties? Did the political dialogue lead to any concrete achievement?	Le dialogue est très ouvert et constructif ; le gouvernement est disponible au dialogue
Within art. 8 is dialogue on essential elements systematic and formalised? Have specific benchmarks or targets been agreed?	Non

### B. Programming dialogue

Does the government involve Parliament, non-state actors and local authorities in the programming dialogue?	Non; des petits progrès dans le dialogue avec les acteurs de la société civile (ONG) ont pu être constatés.
Was the programming exercise effectively a joint and open process? Did the Government actively promote co-ordination and harmonisation with other donors?	Des efforts sont faits dans ce sens. L'effort de coordination entre les des bailleurs est réel.
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	Au niveau de la programmation du FED et de la mise en œuvre des programmes de coopération CV/CE, le dialogue n'est pas toujours satisfaisant. Des graves délais dans la mise en œuvre ont été enregistrés. Le manque de personnel, tant du côté CV que de la CE contribuent à réduire l'efficacité de notre coopération.

### C. Non State Actors

Participatory approaches to development: does the government involve non-state actors and local authorities in the PRS process (preparation, follow-up)?  <i>Note: an assessment of the quality of participatory approaches should be provided in Annex 5 to CSP</i>	Pas encore, mais il existe l'intérêt du gouvernement à développer sa coordination avec la société civile.
<i>Other relevant information, overall appreciation and summary of the main problems identified in this area</i>	Le renforcement de la société civile est une nouvelle priorité du gouvernement.

## OVERALL CONCLUSION

# Governance Profile

Le Cap Vert représente un exemple très positif de bonne gouvernance, un cas à part dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Le pays a mis en place des réformes efficaces dans plusieurs secteurs clé, notamment dans les finances publiques et poursuit l'amélioration de la gouvernance économique et de l'environnement des affaires. Cependant, l'augmentation des trafics illégaux et des phénomènes migratoires clandestins représentent une menace pour le pays qui aspire à une intégration avec l'UE, à partir des régions ultra-périphériques de l'UE dans l'Atlantique du Nord.

9<sup>ème</sup> FED Situation Financière 2006-2007

Projets	No	2006			2007			2007-2006		
		Engagement I fin '06	Engagement II fin '06	Depenses fin '06	Engagement I fin '07	Engagement II fin '07	Depenses fin '07	Change Eng I	Change Eng II	Change Dep
<b>9<sup>ème</sup> FED (PIN = EUR xxx millions)</b>										
Facilité de coopération technique (FCT I - AT)	9 ACP CV 001	3.561.000	1.735.981	204.599	3.561.000	3.290.851	801.623	0	1.554.870	597.024
Programme d'appui budgétaire d'urgence (2004-2005)	9 ACP CV 002	5.810.000	5.500.000	5.500.000	5.810.000	5.500.000	5.500.000	0	0	0
Programme d'appui budgétaire à la strat.réduct.pauvreté	9 ACP CV 003	12.500.000	11.900.000	5.000.000	14.200.000	12.230.700	8.373.420	1.700.000	330.700	3.373.420
Route Janela Porto Novo-Avenant n°3 à la CF6213	9 ACP CV 004	5.460.000	0	0	5.460.000	3.967.454	1.925.721	0	3.967.454	1.925.721
Prog. d'approv. eau potable assain. Mindelo Praia Calheta	9 ACP CV 005	19.240.000	0	0	19.240.000	0	0	-	0	0
Renf.capacités et mecanismes participatifs société civile	9 ACP CV 006	0	0	0	1.204.033	301.000	0	-	301.000	0
Facilité de coopération technique ( CFT II - AT)	9 ACP CV 007	0	0	0	1.215.000	128.000	0	1.215.000	128.000	0
Progr.de gestion intégrée des déchets solides urbains	9 ACP CV 008	0	0	0	5.100.000	0	0	5.100.000	0	0
<b>Total 9<sup>ème</sup> FED projets ouverts</b>		<b>46.571.000</b>	<b>19.135.981</b>	<b>10.704.599</b>	<b>55.790.033</b>	<b>25.418.005</b>	<b>16.600.764</b>	<b>8.015.000</b>	<b>6.282.024</b>	<b>5.896.164</b>

Source : Livres des comptes

Annexe 6

8<sup>ème</sup> FED Situation Financière 2006-2007

Projets	No	2006			2007			2007-2006		
		Engagement I fin '06	Engagement II fin '06	Depenses fin '06	Engagement I fin '07	Engagement II fin '07	Depenses fin '07	Change Eng I	Change Eng II	Change Dep
<b>8<sup>ème</sup> FED (PIN = EUR xxx millions)</b>										
At au Ministère des infrastructures et de l'habitation	8 ACP CV 006	750.000	675.774	675.774	675.774	675.774	675.774	-74.226	0	0
Programme de Microréalisations	8 ACP CV 008	2.000.000	1.725.081	1.725.081	1.725.081	1.725.081	1.725.081	-274.919	0	0
Projet de Santé de la ville de Praia	8 ACP CV 009	3.000.000	1.213.459	553.195	3.000.000	2.670.459	984.422	0	1.457.000	431.227
Construction de la Route Janela Porto Novo	8 ACP CV 010	14.300.000	14.258.000	11.088.677	14.300.000	14.258.000	14.027.342	0	0	2.938.665
AT aux Services de l'Ordonnateur National du FED	8 ACP CV 013	792.500	556.335	309.326	792.500	556.335	381.057	0	0	71.730
Programme régional solaire (PIN)	8 ACP CV 014	1.812.000	60.243	60.243	1.812.000	1.064.104	60.243	0	1.003.862	0
Programme d'appui à l'ajustement structurel (PAS 2000)	8 ACP CV 015	6.500.000	6.500.000	6.500.000	6.500.000	6.500.000	6.500.000	0	0	0
Programme d'appui à l'ajustement structurel (PAS 2000)	8 ACP CV 016	3.600.000	2.960.389	2.960.389	3.600.000	2.960.389	2.960.389	0	0	0
Programme d'appui à l'ajustement structurel (PAS 2001)	8 ACP CV 017	2.000.000	2.000.000	0	2.000.000	2.000.000	2.000.000	0	0	2.000.000
<b>TOTAL 8<sup>ème</sup> FED projets ouverts</b>		<b>34.754.500</b>	<b>29.949.281</b>	<b>23.872.685</b>	<b>34.405.355</b>	<b>32.410.143</b>	<b>29.314.308</b>	<b>-349.145</b>	<b>2.460.862</b>	<b>5.441.622</b>

Source : Livres des comptes

Annexe 7

7<sup>ème</sup> FED Situation Financière 2006-2007

Projets	No	2006			2007			2007-2006		
		Engagement I fin '05	Engagement II fin '05	Depenses fin '05	Engagement I fin '06	Engagement II fin '06	Depenses fin '06	Change Eng I	Change Eng II	Change Dep
<b>7<sup>ème</sup> FED (PIN = EUR XXXX millions)</b>										
Return & integration qualified african nationals	7 ACP CV 014	297.000	297.000	161.215	297.000	297.000	161.215	0	0	0
Améliorat. infrastr.routes îles Santiago Maio S Nicolau	7 ACP CV 027	3.090.000	2.813.834	2.754.534	2.813.834	2.754.534	2.754.534	-276.166	-59.300	0
Electrification rurale de l'île de Maio	7 ACP CV 049	1.945.000	1.942.927	1.893.665	1.942.927	1.942.927	1.893.665	-2.073	0	0
Projet de Sante à la ville de Praia-augment plafond 8CV9	7 ACP CV 059	600.000	0	0	600.000	574.438	0	0	574.438	0
								0		

<b>Total 7<sup>ème</sup> FED projets ouverts</b>		<b>5.932.000</b>	<b>5.053.760</b>	<b>4.809.414</b>	<b>5.653.760</b>	<b>5.568.899</b>	<b>4.809.414</b>	<b>-278.240</b>	<b>515.138</b>	<b>0</b>
--------------------------------------------------	--	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	-----------------	----------------	----------

STRATEGIE POUR	CONSENSUS EUROPEEN	SOUS SECTEUR ET	en euro x 1000 total cumulatif des engagements 31.12.07
<b>L'AFRIQUE</b>		<b>APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL</b>	
Droits de l'homme et gouvernance	gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles	gouvernance	
		réformes économiques et institutionnelles	
		Acteurs Non Etatiques	1204
Paix et sécurité	prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Prévention des conflits et de la fragilité des états	
Croissance économique, intégration régionale et commerce	commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique	
		intégration économique régionale	
		développement du secteur privé	
	infrastructure, communication et transport	infrastructure, communication et transport	5460
	eau et énergie	eau	19240
		énergie	
non spécifié			
investir dans les personnes	cohésion sociale et emploi	cohésion sociale et emploi	
	environnement et gestion durable des ressources naturelles	environnement et gestion durable des ressources naturelles	5100
	développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	développement rural et aménagement du territoire	
		agriculture	
		sécurité alimentaire	
	développement humain	santé	
		éducation de base	
éducation non spécifiée			
autres	FCT	FCT	4776
	appui à l'ON	appui à l'ON	
	non spécifié	non spécifié	
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général	18040
<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>	
niveau de concentration sur les secteurs	pourcentage des engagements du 9ème FED couvert par les secteurs de concentration les plus importants plus ABG	secteur le plus important + ABG	
		deux secteurs les plus importants + ABG	
		Trois secteurs les plus importants + GBS	
		Quatre secteurs les plus importants + ABG	
		Cinq secteurs les plus importants + ABG	
		nbre de secteurs + ABG pour atteindre 85% du PIN	
		secteurs (exclus NSA et ABG)	

STRATEGIE POUR	CONSENSUS EUROPEEN	SOUS SECTEUR ET	en euro x 1000 total cumulatif des engagements 31.12.07
<b>L'AFRIQUE</b>		<b>APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL</b>	
Droits de l'homme et gouvernance	gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles	gouvernance	
		réformes économiques et institutionnelles	
		Acteurs Non Etatiques	1204
Paix et sécurité	prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Prévention des conflits et de la fragilité des états	
Croissance économique, intégration régionale et commerce	commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique	
		intégration économique régionale	
		développement du secteur privé	
	infrastructure, communication et transport	infrastructure, communication et transport	5460
	eau et énergie	eau	19240
		énergie	
non spécifié			
investir dans les personnes	cohésion sociale et emploi	cohésion sociale et emploi	
	environnement et gestion durable des ressources naturelles	environnement et gestion durable des ressources naturelles	5100
	développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	développement rural et aménagement du territoire	
		agriculture	
		sécurité alimentaire	
	développement humain	santé	
		éducation de base	
éducation non spécifiée			
autres	FCT	FCT	4776
	appui à l'ON	appui à l'ON	
	non spécifié	non spécifié	
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général	18040
<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>	
niveau de concentration sur les secteurs	pourcentage des engagements du 9ème FED couvert par les secteurs de concentration les plus importants plus ABG	secteur le plus important + ABG	
		deux secteurs les plus importants + ABG	
		Trois secteurs les plus importants + GBS	
		Quatre secteurs les plus importants + ABG	
		Cinq secteurs les plus importants + ABG	
		nbre de secteurs + ABG pour atteindre 85% du PIN	
		secteurs (exclus NSA et ABG)	

## Projets Regionaux

### 9<sup>ème</sup> FED Situation financière des projets ouverts au 31 12 2007

Project	No	2006			2007	
		Engagement I fin '05	Engagement II fin '05	Depenses fin '05	Engagement I fin '06	Engagement II fin '06

#### 9<sup>ème</sup> FED (MTR)

Projet d'appui au secteur formation professionn	9ACPMTR(CV)007	-	-	0	1.500.000	-
Projet d'appui au secteur formation professionn	9ACPMTR(CV)008	-	-	0	3.200.000	-
FCT I PALOP DP DEMARRAGE	9ACPMTR(CV)001		34.200	27.906		27.906
FCT I PALOP DP 1	9ACPMTR(CV)001		130.890	59.495		59.495
FCT II PALOP AGRICONSULTING	9ACPMTR(CV)003		-	0		56.917
<b>9ème FED RPR (CV)</b>						
(ex 06 P215) Proj reboisement Rural Sahel	9ACPRPR(CV)072	-	35.154	11.824		35.154
(ex 06 P079 C048) dp 5ème année Cap Vert	9ACPRPR068		43.129		-	43.129
<b>Total 9<sup>ème</sup> FED</b>	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>243.374</b>	<b>99.226</b>	<b>4.700.000</b>	<b>222.602</b>

### 8<sup>ème</sup> FED Situation financière des projets ouverts au 31 12 2007

Project	No	2006			2007	
		Engagement I fin '06	Engagement II fin '06	Depenses fin '06	Engagement I fin '07	Engagement II fin '07

#### 8<sup>ème</sup> FED (MTR)

Strengthening the capacity of public administrati	8 ACP MTR (CV) 5	3.300.000	1.896.729	1.789.869	3.300.000	3.298.809
Formation et coordination programme PALOP	8 ACP MTR (CV) 7	150.000	150.000	6.857	6.857	6.857
<b>8ème FED (TPS)</b>						
Strengthening the capacity of public administrati	8 ACP TPS (CV)126	1.500.000	611.927	214.540	1.500.000	1.196.664
<b>8ème FED (ROC)</b>						
CAP VERT AT Maitrise d'ouvrage PRS II	8 ACP ROC 42		612.000	305.774		612.000

CAP VERT Devis de fonctionnement 2006	8 ACP ROC 42		62.532	21.250		62.532
CAP VERT Devis-programme 6 - 2007	8 ACP ROC 42		50.300			50.300
CAP VERT Depenses en regie pour 2008	8 ACP ROC 42	-	-	0	-	59.400
<b>Total 8<sup>ième</sup> FED</b>	<b>TOTAL</b>	<b>4.950.000</b>	<b>3.383.488</b>	<b>2.338.290</b>	<b>4.806.857</b>	<b>5.286.562</b>

**7<sup>ème</sup> FED Situation financière des projets ouverts au 31 12 20**

Projets	No	2006			2007	
		Engagement I fin '06	Engagement II fin '06	Depenses fin '06	Engagement I fin '07	Engagement II fin '07

**7<sup>ème</sup> FED (RPR)**

CAP VERT DP /MINISTERE DE LA SANTE	7 ACP RPR 28	0	345.000	137.027	0	137.027
VOLET NATIONAL /CAP VERT	7 ACP RPR 593		37.400	32.832	0	32.832
<b>TOTAL 7<sup>ème</sup> FED</b>		<b>0</b>	<b>345.000</b>	<b>137.027</b>	<b>0</b>	<b>137.027</b>

*Sources livres des comptes*

**Annexe8**

	2007-2006		
Depenses fin '06	Change Eng I	Change Eng II	Change Dep

0	1.500.000	0	0
0	3.200.000	0	0
20.968			
38.388			
34.150			
11.824	0	0	0
0	0	0	0
<b>105.331</b>	<b>4.700.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**07**

	2007-2006		
Depenses fin '07	Change Eng I	Change Eng II	Change Dep

2.632.870	0	1.402.080	843.001
6.857	-143.143	-143.143	0
736.993	0	584.737	522.453
432.673	0	0	126.899

23.063	0	0	1.813
23.740	0	0	23.740
0	0	59.400	0
<b>3.856.196</b>	<b>-143.143</b>	<b>1.903.074</b>	<b>674.905</b>

**07**

	2007-2006		
Depenses fin '07	Change Eng I	Change Eng II	Change Dep

137.027	0	-207.973	0
32.832	0	-4.568	0
<b>137.027</b>	<b>0</b>	<b>-207.973</b>	<b>0</b>

## Utilisation de l'aide Budgétaire

	Engt Global	Engts Individuels	Paiements
9 ACPCV3	14.2 M €	12.2 M €	8.4 M €

L'aide budgétaire n'était pas prévue dans le PIN du 9<sup>ème</sup> FED. Cependant, suite aux revues mi-parcours et finale, des ressources additionnelles ont été rajoutées au PIN et mises en œuvre sous forme d'aides budgétaires. Ajoutées à un programme d'urgence issu de l'enveloppe B et décaissé en aide budgétaire, c'est finalement 33% du PIN qui ont été programmé sous forme d'aide budgétaire, soit un montant total de 18.9 M€.

Le programme actuel, dont le montant initial de 12.5M€ a été porté à 14.2M€ suite à la revue finale, est décaissé sur 4 années budgétaires (2005-2008), avec pour chaque année (mise à part la première) une tranche fixe et une tranche variable, dont le montant est déterminé par les indicateurs dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et des finances publiques. Cette aide macroéconomique s'inscrit dans la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté du Cap Vert, mise en place en 2004 (PRSPI), dont la suite est prévue en 2008 (PRSP II).

Les revues conjointes entre bailleurs d'aides budgétaires qui ont signé un *Memorandum of Understanding* en 2005 et le Gouvernement permettent, deux fois par an, de suivre l'évolution de la mise en œuvre du PRSP. La coordination et l'harmonisation des procédures entre les 6 bailleurs signataires (Banque mondiale, Commission européenne, Banque Africaine de Développement, Autriche, Pays-Bas et Espagne) est un processus en cours avec notamment l'élaboration d'une matrice de suivi commune. Ces missions ont permis de constater des avancées significatives et constantes en matière de réforme des finances publiques, un cadre macroéconomique sain, quelques préoccupations au niveau sectoriel notamment dans l'environnement, des faiblesses institutionnelles particulièrement au niveau du système de suivi/évaluation du PRSP et des besoins importants en renforcement des capacités institutionnelles.

La revue conjointe de décembre 2007 a particulièrement attiré l'attention et manifesté sa préoccupation sur les délais dans le processus d'adoption de trois lois fondamentales: la Loi cadre du budget, la Loi de base du Plan ainsi que la Loi organique de la Cour des Comptes. Ces lois sont essentielles pour la mise en place du cadre légal et institutionnel permettant la concrétisation des réformes dans le domaine des finances publiques.

### Principaux résultats/obstacles en 2007:

Le programme d'aide budgétaire de la CE a connu un important retard dans le décaissement des tranches prévues pour le budget 2006 pour des raisons liées aux retards cumulés de l'administration capverdienne qui n'a présenté les requêtes de décaissement qu'en mai 2007 et de l'administration de la CE qui n'a transmis les conclusions de son analyse des dossiers qu'en décembre 2007.

### *Décaissements des tranches*

	PREVU			REALISE		
	Total	Fixe	Variable	Total	Fixe	Variable

<b>Tranche 1 (2005)</b>	5.0	5.0	0.0	5.0	5.0	0.0
<b>Tranche 2 (2006)</b>	3.9	1.0	2.9	2.2	0.0	2.2
<b>Tranche 3 (2007)</b>	3.0	1.0	2.0	1.0	1.0	-
<b>Tranche 4 (2008)</b>	1.7	1.7	-	-	-	-

### *Calendrier des décaissements*

	PREVU			REALISE		
	Total	Fixe	Variable	Total	Fixe	Variable
<b>2005</b>	5.0	5.0	0.0	5.0	5.0	0.0
<b>2006</b>	3.9	1.0	2.9	0.0	0.0	0.0
<b>2007</b>	3.0	1.0	2.0	3.2	1.0	2.2
<b>2008</b>	1.7	1.7	-	-	-	-

La requête du SON/FED, transmise en mai 2007, portait sur le décaissement de trois tranches : la deuxième tranche, partie fixe (1.0M€) et variable (2.9M€), et la troisième tranche partie fixe (1.0M€), pour un montant maximum de 4.9 m€.

La Commission a donné son accord pour déboursier 75% de la deuxième tranche variable (2.2M€) et la troisième tranche partie fixe (1.0M€), soit un montant total de 3.2 M€. Le paiement de la deuxième tranche fixe n'a pas été effectué, la conditionnalité sur l'adoption de la Loi de base du plan n'ayant pas été remplie. Cette tranche pourra toutefois être libérée en fonction des avancées dans l'adoption de la loi.

L'enveloppe d'assistance technique a été utilisée à 73%, principalement pour deux missions d'appui institutionnel à la Cour des comptes. La première mission (mars-juillet 2007) a consisté à appuyer la régularisation des audits des comptes généraux de l'Etat en retard (2001-2005) en perfectionnant la méthodologie d'audit. La deuxième mission. (octobre-décembre 2007) visait la mise en place d'un système d'information permettant d'accompagner l'exécution budgétaire. Les deux missions permettront à la Cour des comptes de reprendre le cours normal de l'activité d'analyse à partir du premier trimestre 2008.

#### Perspectives 2008:

Lors de la revue conjointe, il a été rappelé à l'administration de présenter les dossiers relatifs à la deuxième tranche variable et à la tranche additionnelle sans délais. Le cas échéant, il est possible de prévoir pour 2008 un décaissement d'environ 5.4 M€ (TF2 +TV3+TF4+reliquat TV2).

L'avenant qui a porté le montant du programme à 14.2M€ suite à la revue finale (+1.7M€) et qui a également permis de rétablir la liste d'indicateurs initiale a été signé le 21 septembre 2007 par les autorités capverdiennes.

# LIGNES BUDGETAIRES LES PREVISIONS 2007 ET REALISATIONS au 31/12/2007

## CAP VERT

### 1°) Les Paiements

- Prévision 2007 ..... 1.358.591 euro
- Réalisation au 31/12/2007 ..... **1.386.363,88 euro**

### 2°) Les Engagements

- Prévision 2007 ..... rien ( nous n'avons pas fait de prévision car c'est le siège qui gère les évaluations et l'attribution des subventions)
- Réalisation au 31/12/2007 ..... **583.382,15 euro**

### 3°) Les Recouvrements

- Prévision 2007 ..... 0 euro
- Réalisation au 31/12/2007 ..... 0 euro

### 4°) Les Dégagements

- Prévision 2007 ..... 0 euro
- Réalisation au 31/12/2007 ..... 0 euro

## LB BANANES

### 1°) Les Paiements

- Prévision 2007 ..... **327.699,00 euro**
- Réalisation au 31/12/2007 ..... **350.849,02 euro**

### 2°) Les Engagements

#### 2°.1 globaux

- Prévision 2007 ..... **0,00 euro**
- Réalisation au 31/12/2007 ..... **500.000,00 euro**

#### 2°.2 individuels

- Prévision 2007 ..... **0,00 euro**
- Réalisation au 31/12/2007 ..... **350.526,00 euro**

(+ un contrat attribué de 347.810€ mais non endossé en raison désistement Cap Vert et non réception documents entreprise, montant à dégager)

### **3°) Les Recouvrements**

- Prévision 2007 ..... **0,00 euro**

- Réalisation au 31/12/2007 ..... **0,00 euro**

### **4°) Les Dégagements**

- Prévision 2007 ..... **15.593,00 euro**

- Réalisation au 31/12/2007 ..... **0,00 euro** (15.593,00 en statut provisoire au 31/12/2007)

## **FOOD**

### **1°) Les Paiements**

- Prévision 2007 ..... **2.050.000,00 euro**

- Réalisation au 31/12/2007 ..... **0,00 euro** Le gouvernement du Cap Vert devra mettre à la disposition de la Commission les dossiers à auditer/évaluer.



YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat*	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008				FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008			
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT	RAC	ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR			
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H
<b>TOTAL ON ONGOING GLOBAL COMMITMENTS</b>					<b>95.849.149</b>	<b>63.397.137</b>	<b>32.452.012</b>								
<b>TOTAL ON ONGOING INDIVIDUAL COMMITMENTS</b>					<b>59.070.913</b>	<b>47.906.251</b>	<b>11.164.662</b>	<b>6.117.839</b>	<b>3.354.428</b>	<b>617.832</b>	<b>2.145.579</b>	<b>2.888.675</b>	<b>954.979</b>	<b>880.696</b>	<b>1.053.000</b>
1994	7ACP CV14	0	RETURN & REINTEGRATION QUALIFIED AFRICAN NATIONALS -PHASEIII	1999123	297.000	297.000	0								
1994	7ACP CV14	1	OIM VOIR 7 RPR 287		297.000	161.215	135.785								
1995	7ACP CV27	0	AMELIORAT.INFRASTRUCT. ROUTES ILES SANTIAGO,MIAO,SAO NICOLAU		2.813.834	2.754.534	59.300								
1997	7ACP CV49	0	ELECTRIFICATION RURALE DE L'ILE DE MAIO	19980424	1.942.927	1.942.927	0								
1997	7ACP CV49	1	211/CV - ADES - CENTRAL MIXTE EOLIEN-DIESEL	19990212	1.096.488	1.050.362	46.126								
1997	7ACP CV49	5	216-A/CV - IED - CONTROLE TRAVAUX	20000111	153.000	149.864	3.136								
2003	7ACP CV59	0	AUGMENTATION DE PLAFOND PROJET 8 ACP CV 9	20071231	600.000	574.438	25.562								
2003	7ACP CV59	1	DRC-FOURNITURE EQUIPEMENT MEDICAU	20071230	377.138	0	377.138								
2003	7ACP CV59	2	MACRO - FOURNITURE DE MOBILIER POUR LES CENTRES DE SANTE	20071231	139.000	82.946	56.054	56.053	42.153		13.900	0	0		
2003	7ACP CV59	3	INFOTEL - FOURNITURE EQUIPEMENTS INFORMATIQUES POUR LES CONT	20071230	58.300	0	58.300	58.300	52.470		5.830	0	0		
1999	8ACP CV6	0	A.T. AU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'HABITATION	20010331	675.774	675.774	0								
1999	8ACP CV6	1	DANGROUP CVE 75.392.000	20020531	675.774	675.774	0								
1999	8ACP CV8	0	PROGRAMME DE MICROREALISATIONS	20030731	1.725.081	1.725.081	0								
1999	8ACP CV8	1	CELLULE GESTION PMR; 220.530.000 CVE	20030331	1.725.081	1.725.081	0								
1999	8ACP CV9	0	PROJET DE SANTE SUR LA VILLE DE PRAIA	20071231	3.000.000	2.670.459	329.541								
1999	8ACP CV9	2	CONSTRUCOES 171 832 036 CVE	20040731	383.555	383.555	0								
1999	8ACP CV9	6	CONCAVE CONTRAT TRAVAUX 02-05/CV	20071231	611.000	357.644	253.356	253.356	253.356		0				
1999	8ACP CV9	7	HABICONSULTA-SURVEILLANCE CONSTRUCTION CENTRES SANTE PRAIA	20071231	115.000	81.540	33.460	33.460	33.460						



YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat <sup>2</sup>	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008				FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008			
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT	RAC	ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR			
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H
1999	8ACP CV9	8	ENGEOBRA-TRAVAUX DE CONCLUSION DES 4 CENTRES DE SANTE	20071231	1.457.000	617.659	839.341	839.341	839.341	0	0				
2000	8ACP CV10	0	CONSTRUCTION DE LA ROUTE	20101231	14.300.000	14.258.000	42.000								
2000	8ACP CV10	1	ENGEOBRA 1252030309 CVE	20081025	12.955.000	12.817.587	137.413	137.413	137.413						
2000	8ACP CV10	2	SIMON & CHRISTIANSEN ING. -CONSEILS SA	20071231	1.243.000	1.171.641	71.359	71.359	71.359						
2000	8ACP CV10	3	AT PONCTUELLE ADMIN - HALCROW GROUP	20051117	60.000	38.151	21.849	0				0			
2000	8ACP CV13	0	ASSISTANCE TECHNIQUE AUX SERVICES DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	20071231	792.500	556.335	236.165								
2000	8ACP CV13	7	DEVIS DE FONCTIONNEMENT SON	20060331	91.800	67.789	24.011								
2000	8ACP CV13	8	DEVIS DE FONCTIONNEMENT AVRIL-	20061231	117.000	71.553	45.447								
2000	8ACP CV13	9	SONFED DEVIS DE FONCTIONNEMENT 2007	20071231	182.000	76.180	105.820	0	0						
2001	8ACP CV14	0	PROGRAMME REGIONAL SOLAIRE (PHASE II) (PRS II)	20100930	1.812.000	1.064.104	747.896								
2001	8ACP CV14	2	AVENANT AU CONTRAT 8 ACP-ROC42/79 - BURGEAP	20080630	60.000	0	60.000					60.000		60.000	
2001	8ACP CV14	3	APEX BP SOLAR - FOUNITURE ET EQUIPEMENT POMPAGE	20080930	943.862	0	943.862	692.166	566.317	0	125.849	251.696		251.696	
2001	8ACP CV15	0	PROGRAMME D'APPUI A L'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS 2000)	20041231	6.500.000	6.500.000	0								
2001	8ACP CV15	1	PROGRAMME D'APPUI A L'AJUSTEMENT STRUCTUREL 2D TRANCHE	20031231	5.000.000	5.000.000	0	0				0			
2001	8ACP CV15	2	PROGRAMME D APPUI AJUSTEMENT STRUCTUREL TROISIEME TRANCHE	20031231	1.500.000	1.500.000	0	0				0			
2001	8ACP CV16	0	PROGRAMME D'APPUI A L'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS 2000)	20041231	3.600.000	2.960.389	639.611								
2001	8ACP CV16	4	PROGRAMME APPUI AJUSTEMENT STRUCTUREL TROISIEME TRANCHE	20031231	2.500.000	2.500.000	0								
2001	8ACP CV17	0	PROGRAMME D'APPUI A L'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS 2001)	20041231	2.000.000	2.000.000	0								
2001	8ACP CV17	1	FIRST TRANCHE	20031231	2.000.000	2.000.000	0								
2004	9ACP CV1	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (FCT)	20101231	3.561.000	3.290.851	270.149								


 Online Help click on  
Aide en ligne, cliquez


YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat*	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008				FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008				
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT	RAC	ESTIMATION of RISK FACTOR				ESTIMATION of RISK FACTOR				
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	
2004	9ACP CV1	4	AHT GROUP AG - ETUDES EAU ET ASSAINISSEMENT PRAIA CALHETA	20060902	150.750	146.542	4.208	0	0							
2004	9ACP CV1	6	SOFRECO - ASSISTANCE TECHNIQUE A L'ON	20080226	590.260	151.779	438.481	70.000	35.000	35.000	0	70.000		70.000		
2004	9ACP CV1	7	CC BENEF IDCGROUP ETUDE RETROCESSION INVESTISSEMENTS FED RAMBOLL- ASSISTANCE	20060819	55.582	41.379	14.203	0		0	0	0				
2004	9ACP CV1	8	TECHNIQUE AU MIT	20080624	348.110	0	348.110	160.000	50.000	110.000		80.000		80.000		
2004	9ACP CV1	9	GOPAVERM - ETUDES GESTION DECHETS SOLIDES URBAINS	20081231	1.499.370	100.619	1.398.750	300.000	199.800	100.200		300.000	0	300.000		
2004	9ACP CV1	10	ACE - AT LA PLANIFICATION POLITIQUE ET	20080920	199.948	119.969	79.979					79.979	79.979			
2004	9ACP CV1	11	DEVIS1 - RENFORCEMENT CAPACITES MIT	20080930	157.000	60.763	96.237	50.237	0	50.237		46.000	0	46.000		
2004	9ACP CV1	12	ILF - AT AU MIT	20081231	80.650	48.390	32.260	32.260		32.260						
2004	9ACP CV1	13	DEVIS RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MECC (MINISTERE DE L'ECO	20081231	121.000	44.000	77.000	40.000	0	40.000		33.000		33.000		
2004	9ACP CV2	0	PREOGRAMME D'APPUI BUDGETAIRE D'URGENCE (2004-2005)	20071231	5.810.000	5.500.000	310.000									
2004	9ACP CV2	1	PROGRAMME AIDE BUDGETAIRE URGENCE CONV. NO. 9258 / CV	20051231	5.500.000	5.500.000	0	0				0				
2005	9ACP CV3	0	PROGRAMME D'APPUI BUDGETAIRE A LA STRATEGIE NATIONAL DE RED	20110228	14.200.000	12.230.700	1.969.300									
2005	9ACP CV3	2	APPUI BUDGETAIRE- STRATEGIE REDUCTION PAUVRETE	20090228	11.900.000	8.175.000	3.725.000	2.000.000	0		2.000.000	1.725.000	725.000		1.000.000	
2005	9ACP CV3	3	EUROPEAN CONSULTANTS ORGANISATION SPRL-"AT AU TRIBUNAL DE CO	20080115	199.950	119.970	79.980	79.980	79.980							
2005	9ACP CV3	4	ADE - AT AU TRIBUNAL DE COMPTES	20080201	130.750	78.450	52.300	52.300	52.300	0						
2006	9ACP CV4	0	AVENANT NR 3 A LA CF NR 6213 - AUGMENTATION DE PLAFOND-	20101231	5.460.000	3.967.545	1.492.455									
2006	9ACP CV4	1	AV1 - PROLONGATION DELAI ET TRAVAUX	20081025	3.519.000	2.763.521	755.479	755.479	755.479	0	0					
2006	9ACP CV4	2	AV1 PROLONGATION DELAI ET PRESTATIONS ADDITIONNELLES	20081213	403.000	0	403.000	200.000	136.000	64.000	0	203.000	150.000		53.000	


 Online Help click on  
Aide en ligne, cliquez
 

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat <sup>o</sup>	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008			FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008				
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT	RAC	ESTIMATION of RISK FACTOR			ESTIMATION of RISK FACTOR				
					AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H
2006	9ACP CV4	3	HYDROPLAN-2EME AT AUMIT/ROUTE JANELA PORTO NOVO	20071020	45.545	27.327	18.218	0				0			
2006	9ACP CV5	0	PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DES VILLES DE	20121231	19.240.000	0	19.240.000								
2007	9ACP CV6	0	RENFORCEMENT DES CAAPACITES ET MECHANISMES PARTICIPATIFS DE RENFORCEMENT	20121231	1.204.033	301.000	903.033								
2007	9ACP CV6	1	PLATEFORME DES ONG'S ET ACTIONS NON GOUVERNEMEN	20091231	301.000	0	301.000	186.135	0	186.135					
2007	9ACP CV7	0	FCT II	20120630	1.215.000	128.000	1.087.000								
2007	9ACP CV7	1	APPUI SONFED DP-2008	20081231	128.000	0	128.000	50.000	50.000			40.000		40.000	
2007	9ACP CV8	0	PROGRAMME DE GESTION INTEGREE DE DECHETS SOLIDES URBAINS	20121231	5.100.000	0	5.100.000								


**FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009**
**FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009**
**ESTIMATION of RISK FACTOR**
**ESTIMATION of RISK FACTOR**

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat*	FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009				FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009				A L A R M	COMMENTS
					1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H		
<b>TOTAL ON ONGOING GLOBAL COMMITMENTS</b>														
<b>TOTAL ON ONGOING INDIVIDUAL COMMITMENTS</b>					559.330	0	546.330	13.000	370.000	0	370.000	0		
1994	7ACP CV14	0	RETURN & REINTEGRATION QUALIFIED AFRICAN NATIONALS -PHASEIII	19991231									OK	
1994	7ACP CV14	1	OIM VOIR 7 RPR 287										OK	Géré par le siège
1995	7ACP CV27	0	AMELIORAT.INFRASTRUCT. ROUTES ILES SANTIAGO,MIAO,SAO NICOLAU										OK	A CLÔTURER
1997	7ACP CV49	0	ELECTRIFICATION RURALE DE L'ILE DE MAIO	19980424									OK	
1997	7ACP CV49	1	211/CV - ADES - CENTRAL MIXTE EOLIEN-DIESEL	19990212									OK	A CLÔTURER
1997	7ACP CV49	5	216-A/CV - IED - CONTROLE TRAVAUX	20000111									OK	A CLÔTURER
2003	7ACP CV59	0	AUGMENTATION DE PLAFOND PROJET 8 ACP CV 9	20071231									OK	
2003	7ACP CV59	1	DRC-FOURNITURE EQUIPEMENT MEDICAX	20071230									OK	Demande de clôture à transmettre à SFC DK
2003	7ACP CV59	2	MACRO - FOURNITURE DE MOBILIER POUR LES CENTRES DE SANTE	20071231									OK	Derniers paiements à effectuer dans délai de six mois après date de fin de validité de la CF
2003	7ACP CV59	3	INFOTEL - FOURNITURE EQUIPEMENTS INFORMATIQUES POUR LES CONT	20071230	0				0				OK	Derniers paiements à effectuer dans délai de six mois après date de fin de validité de la CF
1999	8ACP CV6	0	A.T. AU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'HABITATION	20010331									OK	
1999	8ACP CV6	1	DANGROUP CVE 75.392.000	20020531									OK	A CLÔTURER
1999	8ACP CV8	0	PROGRAMME DE MICROREALISATIONS	20030731									OK	
1999	8ACP CV8	1	CELLULE GESTION PMR; 220.530.000 CVE	20030331									OK	A CLÔTURER
1999	8ACP CV9	0	PROJET DE SANTE SUR LA VILLE DE PRAIA	20071231									OK	
1999	8ACP CV9	2	CONSTRUcoes 171 832 036 CVE	20040731									OK	SITUATION DE CET ENGAGEMENT A VERIFIER EN VUE SOLUTION DEFINITIVE ET CLÔTURE
1999	8ACP CV9	6	CONCAVE CONTRAT TRAVAUX 02-05/CV	20071231									OK	Derniers paiements à effectuer dans délai de six mois après date de fin de validité de la CF
1999	8ACP CV9	7	HABICONSULTA-SURVEILLANCE CONSTRUCTION CENTRES SANTE PRAIA	20071231									OK	Derniers paiements à effectuer dans délai de six mois après date de fin de validité de la CF


**FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009**
**FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009**
**ESTIMATION of RISK FACTOR**
**ESTIMATION of RISK FACTOR**

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat*	1 <sup>st</sup> SEMESTER				2 <sup>nd</sup> SEMESTER				A L A R M	COMMENTS	
					Low L	Medium M	High H		Low L	Medium M	High H				
1999	8ACP CV9	8	ENGEOBRA-TRAVAUX DE CONCLUSION DES 4 CENTRES DE SANTE	20071231										OK	Derniers paiements à effectuer dans délai de six mois après date de fin de validité de la CF
2000	8ACP CV10	0	CONSTRUCTION DE LA ROUTE	20101231										OK	
2000	8ACP CV10	1	ENGEOBRA 1252030309 CVE	20081025										OK	
2000	8ACP CV10	2	SIMON & CHRISTIANSEN ING. -CONSEILS SA	20071231										OK	
2000	8ACP CV10	3	AT PONCTUELLE ADMIN - HALCROW GROUP	20051117	0				0					OK	Demande de clôture à transmettre à SFC DK
2000	8ACP CV13	0	ASSISTANCE TECHNIQUE AUX SERVICES DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	20071231										OK	
2000	8ACP CV13	7	DEVIS DE FONCTIONNEMENT SON	20060331										OK	Demande de clôture à transmettre à SFC DK
2000	8ACP CV13	8	DEVIS DE FONCTIONNEMENT AVRIL-	20061231										OK	Demande de clôture à transmettre à SFC DK
2000	8ACP CV13	9	SONFED DEVIS DE FONCTIONNEMENT 2007	20071231										OK	Demande de clôture à transmettre à SFC DK
2001	8ACP CV14	0	PROGRAMME REGIONAL SOLAIRE (PHASE II) (PRS II)	20100930										OK	
2001	8ACP CV14	2	AVENANT AU CONTRAT 8 ACP-ROC42/79 - BURGEAP	20080630										OK	
2001	8ACP CV14	3	APEX BP SOLAR - FOUNITURE ET EQUIPEMENT POMPAGE	20080930										OK	
2001	8ACP CV15	0	PROGRAMME D'APPUI A L'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS 2000)	20041231										OK	Demande de clôture envoyée au siège, instrument deconcentré entretemps. A clôturer
2001	8ACP CV15	1	PROGRAMME D'APPUI A L'AJUSTEMENT STRUCTUREL 2D TRANCHE	20031231	0									OK	
2001	8ACP CV15	2	PROGRAMME D APPUI AJUSTEMENT STRUCTUREL TROISIEME TRANCHE	20031231	0									OK	
2001	8ACP CV16	0	PROGRAMME D'APPUI A L'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS 2000)	20041231										OK	Demande de clôture envoyée au siège, instrument deconcentré entretemps. A clôturer
2001	8ACP CV16	4	PROGRAMME APPUI AJUSTEMENT STRUCTUREL TROISIEME TRANCHE	20031231										OK	
2001	8ACP CV17	0	PROGRAMME D'APPUI A L'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS 2001)	20041231										OK	
2001	8ACP CV17	1	FIRST TRANCHE	20031231										OK	Demande de clôture envoyée au siège, instrument deconcentré entretemps. A clôturer
2004	9ACP CV1	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (FCT)	20101231										OK	


**FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009**
**FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009**

## ESTIMATION of RISK FACTOR

## ESTIMATION of RISK FACTOR

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat*	1 <sup>st</sup> SEMESTER				2 <sup>nd</sup> SEMESTER				A L A R M	COMMENTS	
					Low L	Medium M	High H	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER			
2004	9ACP CV1	4	AHT GROUP AG - ETUDES EAU ET ASSAINISSEMENT PRAIA CALHETA	20060902										OK	
2004	9ACP CV1	6	SOFRECO - ASSISTANCE TECHNIQUE A L'ON	20080226	70.000		70.000			70.000		70.000		OK	Montant paiements conditionné par avenant FCT1
2004	9ACP CV1	7	CC BENEF IDCGROUP ETUDE RETROCESSION INVESTISSEMENTS FED	20060819										OK	
2004	9ACP CV1	8	RAMBOLL- ASSISTANCE TECHNIQUE AU MIT	20080624	80.000		80.000							OK	Ramboll's services not meeting terms fo reference. Montant paiements conditionné par avenant FCT1
2004	9ACP CV1	9	GOPAVERM - ETUDES GESTION DECHETS SOLIDES URBAINS	20081231	300.000		300.000			300.000		300.000		OK	Montant paiements conditionné par avenant FCT1
2004	9ACP CV1	10	ACE - AT LA PLANIFICATION POLITIQUE ET	20080920										OK	
2004	9ACP CV1	11	DEVIS1 - RENFORCEMENT CAPACITES MIT	20080930										OK	
2004	9ACP CV1	12	ILF - AT AU MIT	20081231										OK	
2004	9ACP CV1	13	DEVIS RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MECC (MINISTERE DE L'ECO	20081231	4.000		4.000							OK	
2004	9ACP CV2	0	PREOGRAMME D'APPUI BUDGETAIRE D'URGENCE (2004-2005)	20071231										OK	Demande de clôture à faire parvenir à SFC DAKAR
2004	9ACP CV2	1	PROGRAMME AIDE BUDGETAIRE URGENCE CONV. NO. 9258 / CV	20051231	0					0				OK	
2005	9ACP CV3	0	PROGRAMME D'APPUI BUDGETAIRE A LA STRATEGIE NATIONAL DE RED	20110228										OK	
2005	9ACP CV3	2	APPUI BUDGETAIRE- STRATEGIE REDUCTION PAUVRETE	20090228										OK	
2005	9ACP CV3	3	EUROPEAN CONSULTANTS ORGANISATION SPRL-"AT AU TRIBUNAL DE CO	20080115										OK	Paiement déjà effectué Demande de clôture à faire parvenir à SFC
2005	9ACP CV3	4	ADE - AT AU TRIBUNAL DE COMPTES	20080201										OK	
2006	9ACP CV4	0	AVENANT NR 3 A LA CF NR 6213 - AUGMENTATION DE PLAFOND-	20101231										OK	
2006	9ACP CV4	1	AV1 - PROLONGATION DELAI ET TRAVAUX	20081025										OK	
2006	9ACP CV4	2	AV1 PROLONGATION DELAI ET PRESTATIONS ADDITIONNELLES	20081213										OK	


**FORECAST PAYMENTS 1st SEM 2009**
**FORECAST PAYMENTS 2nd SEM 2009**

## ESTIMATION of RISK FACTOR

## ESTIMATION of RISK FACTOR

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N° INDIV COMMIT.	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementat°	1 <sup>st</sup> SEMESTER			2 <sup>nd</sup> SEMESTER			A L A R M	COMMENTS	
					Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H			
2006	9ACP CV4	3	HYDROPLAN-2EME AT AU MIT/ROUTE JANELA PORTO NOVO	20071020	0				0			OK	Demande de clôture à transmettre à SFC DK
2006	9ACP CV5	0	PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DES VILLES DE	20121231								OK	
2007	9ACP CV6	0	RENFORCEMENT DES CAAPACITES ET MECHANISMES PARTICIPATIFS DE RENFORCEMENT	20121231								OK	
2007	9ACP CV6	1	PLATEFORME DES ONG'S ET ACTIONS NON GOUVERNEMEN	20091231	67.330		67.330					OK	
2007	9ACP CV7	0	FCT II	20120630								OK	
2007	9ACP CV7	1	APPUI SONFED DP-2008	20081231	38.000		25.000	13.000				OK	
2007	9ACP CV8	0	PROGRAMME DE GESTION INTEGREE DE DECHETS SOLIDES URBAINS	20121231								OK	



CAPE VERDE

EDF FORECASTS 2008-2009: NEW INDIVIDUAL Commitments (including payments) on ONGOING PROJECTS.

( amounts in € )

EUROPEAID CO-OPERATION OFFICE

Online Help click on Aide en ligne, cliquez

YEAR GLOB. COMMIT.	ACCOUNTING NUMBER	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT	FORECASTS 1st SEM 2008						FORECASTS 2nd SEM 2008						FORECASTS 1st SEM 2009						FORECASTS 2nd SEM 2009					
			INDIVID. COMMIT.		PAYMENTS		ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS		INDIVID. COMMIT.		PAYMENTS		ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS		INDIVID. COMMIT.		PAYMENTS		ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS		INDIVID. COMMIT.		PAYMENTS		ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS	
			Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H	Low L	Medium M	High H
<b>TOTALS on NEW INDIVIDUAL Commitments</b>			<b>20.488.446</b>	<b>4.676.956</b>	<b>3.062.953</b>	<b>1.363.068</b>	<b>250.935</b>	<b>4.054.000</b>	<b>3.357.748</b>	<b>120.000</b>	<b>1.445.680</b>	<b>1.792.068</b>	<b>130.000</b>	<b>4.256.000</b>	<b>2.430.000</b>	<b>1.802.000</b>	<b>24.000</b>	<b>800.000</b>	<b>4.860.000</b>	<b>40.000</b>	<b>3.720.000</b>	<b>1.100.000</b>				
2001	8ACP CV14	Hydraulic works	566.136	263.068		263.068						283.068														
2001	8ACP CV 14	supplementary well works	82.953	82.953	82.953	0																				
2001	8ACP CV 14	Audit						20.000	20.000			20.000														
2004	9ACP CV 1	Audit/Evaluation						100.000	50.000			50.000														
2007	9 ACP CV 6	Appui ANMCV	300.000	160.000	160.000																					
2007	9 ACP CV 6	Appui ADECO	150.000	120.000	120.000																					
2007	9 ACP CV 6	Appui PRODECO	0	0						150.000	120.000															
2007	9 ACP CV 6	DP Decentralization Appui ONGD						95.000	30.000			30.000														
2007	9 ACP CV 7	Appui Partenariat Special	95.000							40.000	40.000															
2007	9 ACP CV 7	AT appui ARE	200.000							80.000	80.000															
2007	9 ACP CV 7	DP SON FED 2009											130.000	40.000	40.000											
2007	9 ACP CV 8	Travaux CET Dechet Solid						3.500.000	0			0														
2007	9 ACP CV 8	Equipement CET Dechet Solid												1.500.000	1.500.000											
2007	9 ACP CV 8	AT AMO Dechet Solid																								
2006	9 ACP CV 5	Watsan works for Praia and Calheta	8.000.000	600.000		600.000				1.200.000	0	600.000	600.000													
2006	9 ACP CV 5	Watsan works for Mindelo	6.656.000	500.000		500.000				1.000.000	0	500.000	500.000													
2006	9 ACP CV 5	Watsan works supervision Praia, Calheta and Mindelo	1.254.677	250.935			250.935			40.000	40.000			40.000	40.000											
2005	9 ACP CV 3	PEFA (enveloppe audit)	0	0			0			70.000	42.000			42.000	28.000											
2005	9 ACP CV 3	AT Finance	0							119.000	119.000															
2005	9 ACP CV 3	Tranche additionnelle	1.700.000	1.700.000	1.700.000																					
2006	9 ACP CV 4	ROUTE JPN - IMPREV	1.163.680	1.000.000	1.000.000					163.680		163.680														
2006	9 ACP CV 4	ROUTE JPN - IMPREV	150.000							0																
2004	9 ACP CV 1	AVENANT DP MIT	170.000							170.000																
				0						0																



ESTIMATED DECISION DATE	PROJECT TITLE - ACTION FICHE	CATEGORY	AMOUNT	RISK L, M, H	FORECASTS 1st SEM 2008					FORECASTS 2nd SEM 2008					FORECASTS 1st SEM 2009					FORECASTS 2nd SEM 2009				
					INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			INDIVID. COMMIT.	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS		
							Low L	Medium M	High H			Low L	Medium M	High H			Low L	Medium M	High H			Low L	Medium M	High H
<b>TOTALS on NEW GLOBAL Commitments.</b>			<b>36.600.000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>500.000</b>	<b>300.000</b>	<b>0</b>	<b>300.000</b>	<b>0</b>	<b>30.400.000</b>	<b>4.350.000</b>	<b>0</b>	<b>4.350.000</b>	<b>0</b>
11 2008	FCT 10èmeFED	PROJECT	2.000.000	L										500.000	300.000		300.000		400.000	350.000		350.000		
2sem2009	Acteurs non étatiques	PROJECT	2.000.000	M																				
1sem2009	Aide Budgétaire (MDG)	GENERAL RS	32.600.000	L															30.000.000	4.000.000		4.000.000		

(uniquement pour les Délégations  
en Afrique)

En euro x 1000

STRATEGIE POUR L'AFRIQUE	CONSENSUS EUROPEEN	SECTEURS	PARTENARIATS ET ACTIONS PRIORITAIRES DU PLAN D'ACTION DE LISBONNE	engagements programmés sur le PIN pour le 10ème FED	
Droits de l'homme et gouvernance	Gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles	Gouvernance	Partenariats pour 2. Gouvernance Démocratique et les Droits de l' Homme 7. Migration, Mobilité et Emploi	32600	
		Réformes économiques et institutionnelles			
		Acteurs Non Etatiques		2000	
Paix et sécurité	Prévention des conflits et de la fragilité des états	Prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Partenariat sur 1. La paix et la sécurité		
Croissement économique, intégration régionale et le commerce	Commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique	Partenariat sur 3. le Commerce (et l'intégration Régionale)		
		Intégration économique régionale	3. (le Commerce) et l'intégration Régionale	12600	
		Développement du secteur privé			
	Infrastructures, communication et transport	Infrastructures, communication et transport	8. Partenariat pour Science, société de l'information, l'espace		
	Eau et énergie	Eau			
		Energie	5. Partenariat pour l'Energie		
Divers					
Investir dans les personnes	Cohésion sociale et emploi	Cohésion sociale en emploi	6. Partenariat sur le changement climatique		
	Environnement et gestion durable des ressources naturelles	Environnement et gestion durable des ressources naturelles			
	Développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	Développement rural, aménagement du territoire			
		Agriculture			
		Sécurité alimentaire			
	Développement humain	Santé			
Education de base					
Education non spécifiée					
Autres	FCT	FCT		1800	
	Soutien à l'ON	Soutien à l'ON			
	non spécifié	non spécifié		2000	
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général			
TOTAL	TOTAL	TOTAL	4. Partenariat sur les OMD	51000	

**EFFICACITE DE L'AIDE**

<b>1. EU Target No 1</b>		
Channel 50% of government-to-government assistance through country systems, including by increasing the percentage of our assistance provided through budget support or SWAP arrangements		
<b>2. Introduction</b>		
The aim is to collect information that allows us to measure this target. The information that is needed is both the total amount of ODA provided, as well as the extent to which country systems are used in providing this ODA. For these purposes the country systems are defined as covering four main areas: (i) national budget execution procedures; (ii) national financial reporting procedures; (iii) national auditing procedures; and (iv) national procurement systems. By treating each of these four areas as having a 25% weight and dividing by the total amount of ODA provided the information required can be calculated (hence the division by four – see part 4 below). In all cases the necessary information can be collected using the same definitions as those in the OECD/DAC "Definitions and Guidance" (see attached page which includes an extract of definitions relevant to this indicator)		
<b>3. Questions and definitions</b>		
Question	Definition – OECD Ref	Response EUR
How much ODA did you disburse at country level for the government sector in FY 2007 (EUR)?	Qd2	14 M
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national budget execution procedures (EUR)?	Qd5	2.95 M
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national financial reporting procedures (EUR)?	Qd6	2.95 M
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national auditing procedures (EUR)?	Qd7	0
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national procurement procedures (EUR)?	Qd9	0
<b>4. Definition of Indicator</b>		
$[(Qd5 + Qd6 + Qd7 + Qd9) \div 4] \div [Qd2]$		36 %
<b>5. Additional information</b>		
Are there any significant initiatives in your country to promote the use of country systems? If so provide a list and a short description. If not, highlight the constraints to use of country systems (use additional space as needed)		
The Budget Support Group works on harmonization of donors' procedures and alignment of its matrix with indicators of Government's SCRP		

1. EU target 2		
Provide all capacity building assistance through coordinated programmes with an increasing use of multi-donor arrangements <sup>1</sup>		
2. Introduction		
<p>EU target 2 aims to measure progress in aligning and coordinating support for capacity development. It's closely linked with indicator 4 of the Paris Declaration. Therefore, the term "capacity building" used in the EU target is interpreted as "technical cooperation". This use of the DAC definitions allows consistency with the DAC monitoring of the Paris Declaration.</p> <p>The term "coordinated" also refers to the DAC definition which covers the following principles: ownership of TC by partner countries, alignment of TC with countries/local strategies and objectives and, where more than one donor is involved, harmonisation of TC among donors.</p> <p>To avoid confusion, we strongly advise that you use the definitions given in the OECD guidance, by clicking on the link <a href="http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc">http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc</a>. DAC criteria on this indicator are being updated to make them easier to use and in January the final version to be used for monitoring the indicators in 2008 will be available on this site.</p> <p>Finally please note that a separate AIDCO initiative on EU target 2, related to preparing a strategy for achieving the target, is ongoing in 46 Delegations. Through this EAMR however, we hope to capture information from all delegations. Questions 1 and 2 below seek quantitative information on technical cooperation. Section 4 seeks qualitative information from delegations not participating in the survey launched by AIDCO (46 Delegations contacted) and provides the opportunity to share your experience and views.</p>		
3. Questions and definitions		
1	How much technical cooperation did you disburse in 2007 (Total TC in EUR)? <i>OECD question reference in the Paris survey : Q<sup>d3</sup></i>	2.280.000 Euro
2	How much technical cooperation did you disburse through co-ordinated programmes in support of capacity development in 2007 (EUR)? <i>OECD question reference in the Paris survey : Q<sup>d4</sup></i>	1.715.000 Euro
4. Definition of Indicator		
3	<i>Q<sup>d4</sup> / Q<sup>d3</sup> (please calculate this and enter in the next column as %)</i>	75 %

5 Additional Information	
4	<p><b>Qualitative information<sup>2</sup> :</b> Are there any significant initiatives to promote coordinated technical cooperation in your country? If so, please provide a short description. And indicate whether they are linked to the Code of Conduct / Division of Labour process or any other "EU initiatives". If not, highlight key constraints delaying joint work on TC and capacity development. Please note any other comments you have on these issues .</p>

<sup>1</sup> Despite the different wording the target is interpreted to correspond to Paris Declaration indicator 4. Please pay particular attention to the definition for the question Q<sup>d4</sup>.

<sup>2</sup> These questions are taken from the survey on " Developing an EuropeAid Strategy on TC and PIU" sent to delegations which are members of the Aid Effectiveness Network. **They need to be answered by delegations who are not participating in this survey.**

1. EU target 3		
Avoid establishment of new project implementation units (PIUs).		
2. Introduction		
<p>EU target 3 aims to assess progress towards strengthening local capacity by tracking the number of PIUs put in place to manage projects and programmes. It is linked to indicator 6 of the Paris Declaration. This target is interpreted as "avoiding the establishment of new parallel PIUs" To avoid confusion, we strongly advise that you use the definition of parallel PIUs given in OECD guidance, by clicking on the link <a href="http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc">http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc</a>. DAC criteria for this indicator are being updated to make them easier to use and in January the final version to be used for monitoring the indicators in 2008 will be available on this site.</p> <p>Finally please note that a separate AIDCO initiative on EU target 2, related to preparing a strategy for achieving the target, is ongoing in 46 Delegations. Through this EAMR however, we hope to capture information from all delegations. Questions 1 and 2 below seek quantitative information on technical cooperation. Section 4 seeks qualitative information from delegations not participating in the survey launched by AIDCO (46 Delegations contacted) and provides the opportunity to share your experience and views.</p>		
3. Questions and Definitions		
1	How many parallel project implementation units funded by EC were in operation in December 2007? <i>OECD question reference in the Paris survey : Q<sup>d</sup>10</i>	3
2	Out of these, how many <u>new</u> parallel project implementation units were established during 2007?	0
4. Additional Information		
3	<p><b>Qualitative information<sup>3</sup>:</b> Are there any significant initiatives to avoid the establishment of parallel PIUs in your country? What in your opinion should be done to increase domestic ownership and quality of project implementation arrangements? If so, please provide a short description. If not, highlight key constraints. Please note any other comments you have on these issues .</p>	

1. EU Target No 4	
Reduce the number of uncoordinated missions by 50%.	
2. Introduction	
<p>The aim is to collect data on the number of uncoordinated EC Missions to your country. The information needed is (a) the total number of EC Missions to your country and (b) how many of these were coordinated.</p> <p>The Paris Declaration <b>objectives</b> underlying the related indicator of progress for coordinated missions are: "In planning their missions to the field<sup>4</sup> it is important that donors: Conduct <b>fewer missions</b>,</p>	

<sup>3</sup> These questions are taken from the survey on " Developing an EuropeAid Strategy on TC and PIU" sent to delegations which are members of the Aid Effectiveness Network. **They need to be answered by delegations who are not participating in this survey.**

<sup>4</sup> 'Field' refers to the country in general including missions to the capital only.

coordinate timing of missions with partner authorities and, where necessary, with other donors, *conduct more joint missions, avoid conducting missions during "mission free periods"*<sup>5</sup>.

Coordinated mission **is a mission undertaken by 2 or more donors jointly, or by one donor on behalf of another.** In practice, the following 3 questions help to clarify what is meant by a mission:

1. Does the mission involve international travel to a beneficiary country? i.e. **this concerns only missions from HQ, not missions undertaken within the country by the Delegation.**
2. Does the mission involve a request to meet with government officials, including local government?
3. Is this mission undertaken by 2 or more donors jointly? Or is it done by an HQ service also on behalf of another donor?

The Definitions and Guidance of the OECD ([www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc](http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc)) requires that missions undertaken by consultants contracted by AIDCO (or other DG's), if they meet the 3 above questions, must also be included.

### 3. Questions and definitions

OECD ref: Q <sup>d</sup> 15	How many <b>HQ missions</b> to the field were undertaken in FY 2007? <sup>6</sup>	13
Q <sup>d</sup> 16	How many of these were coordinated?	4
Please provide a breakdown of missions the Commission and its services have undertaken to your country in FY 2007 in the table below:		
Missions by:	Coordinated	Uncoordinated
Members of Commission		
AIDCO	3	1
DEV	1	1
RELEX		
TRADE		
ECHO		
FISH		
OTHER DGs		1
Consultants contracted by the Commission		6
<b>Total</b>	4	9

### 4. Definition of Indicator

Q <sup>d</sup> 16 / Q <sup>d</sup> 15	2006	2007
Please calculate and enter in the column for 2007 and also include the figure for this indicator for 2006 ;	7	9

### 5. Additional Information

Delegations are invited to list the dates for main HQ missions already planned for the March 2008 to August 2008, indicating whether they are, or not, to be coordinated with other donors;

HQ DG	Date planned	Purpose/Sector	Coordinated (Yes/No)
AIDCO	June	PEFA	Yes

<sup>5</sup> The target set for 2010 for indicator 10 a) is to have 40% of donor missions to the field as joint.

<sup>6</sup> This question applies to the missions from the HQ

Delegations are suggested to indicate higher priority requests for HQ missions needed from September 2008 to February 2009, but not yet agreed with HQs, that the Delegation estimates serve better the coordination arrangements at local level and can yield more added value for the policy dialogue.

HQ DG	Date planned	Purpose/Sector	Donor(s) involved
AIDCO	– Novembre 2008	- Revue conjointe aide budgétaire	
AIDCO	- Décembre 2008	- Identification de 2 projets PALOP	
AIDCO	- 2009	- Identification Partenariat Spécial	
Evaluations et audits			

Delegations are asked to briefly inform if there are significant initiatives to decrease the number of uncoordinated missions in your country? If so, please provide a short description. If not, highlight key constraints.

No constraints.

Finally, Delegations are asked to assess the likelihood of meeting, by 2010, the twin targets for missions, ie. the OECD target of 40% and the EU target of halving the number of un-coordinated missions.

- OECD target of 40% likely to be met: No
- EU target of halving the number of un-coordinated missions: No

Delegations are asked to briefly indicate what additional steps HQ should be prepared to consider to help in achieving those targets at the level of the beneficiary country concerned: Evaluation underway.

### **Other aid effectiveness related information**

On 4 July 2007 our Counsellors Louis Michel and Benita Ferrero-Waldner wrote to all Heads of Delegations requesting implementation of the Code of Conduct for Division of Labour. Several Delegations have responded and have attached their progress reports on aid effectiveness. We need information on the specific points below:

1. Paragraph 5 of the Council conclusion on Division of Labour notes:

"Simultaneously with the implementation of the Code of Conduct, the Member States and the Commission **will promote wide discussions with partner countries and other donors on complementarity and division of labour**, based on the EU code of Conduct which will be complemented by first experiences in the field. **The outcome of these discussions would constitute an input to the OECD/DAC partnership and the High Level Forum on Aid Effectiveness III that will take place in Accra, Ghana in 2008.** The Council invites the **incoming Presidencies to actively support**

**such a process**, in close cooperation with the Member States and the Commission."  
(Highlights by AIDCO 01)

**1.1** Have the discussions with partner countries and other donors been held?

Yes, with EU Members States donors.

No, with the country.

(a) **If yes**, when and what was the result? Please describe in brief how these talks are progressing.  
Member States showed interest and willingness to discuss ways to improve complementarities.  
Discussions still in progress ahead of the Accra meeting.

(b) **If no**, are there plans to hold them? If yes, please describe briefly what the plans are.

**1.2** What input on division of labour is planned by the partner country towards HLF III? If none, then leave blank.

**2** In paragraph 14 the Council invites the Commission to outline Community implementation of the Code of Conduct in its annual report on development cooperation, including: '**a self-assessment in its potential areas of comparative advantage** as referred to in the joint Development Policy Statement'.  
(highlights by AIDCO 01)

**2.1** What action has been taken towards this self assessment of comparative advantage?

Not yet started.

(a) If yes, please describe the process in brief and the results.

(b) If no, do you have any plans for initiating such a process? What are the plans?

In delivering BSG in 2008, the Delegation should examine its comparative advantage against other members of the donor community.

**3** In country that have already initiated some form of division of labour:

In the Budget Support Group, a division of labour is in place.

**3.1** Please describe the process. (e.g., when did it start; partner country leadership; donors involved; results on the ground, etc).

The process of structuring donors' coordination for budget support started with the signature of a Memorandum of Understanding in 2005, initially with 3 donors (WB, EC, Holland). In 2008, the BSG counts 7 members, 3 of which are multilateral donors (WB, AfDB, EC) and 4 of which are bilateral member states (Spain, Austria, Holland, and Portugal who will sign in 2008). As most donors are drafting new programmes in 2008, complementarities are being sought to monitor sectors and leadership are being defined. Holland will cover the sector of Vocational training with WB expertise. Austria and Spain will focus on the sector of Environment. World Bank and African Development Bank will concentrate on Private Sector and Infrastructures. As a result, discussions are on going for the new EC programme, more particularly on the choice of sectors to be covered, in order to ensure an adequate monitoring of key sectors by the BSG as a whole.

**3.2** As a result of this process :

Possibilities are that the delegation will :

- Reduce or expand the sectors in which it remains active? Education or Health
- Exit from any sectors? Education or Health
- Enter any new sectors? Security, Water
- Become lead donor in any sectors? Water
- Enter into delegated cooperation partnerships? Not foreseen at this stage.



**ANNEXE 12**

**Prospective donor presence in sectors in Cape Verde for Budget Supp**

donor	Education	Santé	Environnement	Vocational training	Secteur privé	Infrastructure	Social cohesion	Bonne gouvernance (sécurité)
AfDB					A	A		
EC	A	E	A (eau)				A	
WB	E	E			L	L		
Austria			A					
Holland				L				
Portugal		A(en disc.)						A (en disc.)
Spain			A					
UN system								

Note: This matrix is **an example** of a donor matrix that could be drafted at country level to show 1) the current state of donor support to given sectors 2) the planned donor support to sectors at a given date (for instance once division of labour with more sector concentration has been agreed)

Sector definitions may vary locally according to sectors retained in the country poverty strategy or similar strategy. The example may be adapted for local use or a similar locally devised matrix may be used

**The matrix is used to present donor roles per sector and per donor as follows:**

L = **Lead donor**  
A = **Active donor**  
P = **Passive (silent) donor**  
E = **Exit strategy for this donor in this sector**

For an explanation of donor roles see the EU Code of Conduct (Council Conclusions, May 2007, 9558/07)  
Footnotes may be used to further specify any co-financing/delegated cooperation partnerships between donors